

460 MW DE PANNEAUX SOLAIRES IMPORTÉS EN TROIS MOIS

L'Algérie accélère sa transition énergétique

Au premier trimestre 2025, l'Algérie a enregistré un niveau record d'importations de panneaux solaires chinois, illustrant la volonté du pays de transformer en profondeur son modèle énergétique. L'Algérie accélère sa transition énergétique, dans le cadre d'une stratégie nationale ambitieuse visant à réduire sa dépendance au gaz naturel et à diversifier son mix de production électrique. P 3



27^e ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL "BATIMATEC"

Une locomotive pour le développement du secteur du bâtiment

La 27^e édition du Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics (Batimatec 2025) a été inaugurée hier au Palais des expositions des Pins Maritimes à Alger. Organisé du 4 au 8 mai par la Société Algeria Exhibitions, filiale du Groupe SAFEX, en collaboration avec Batimatec Expo, et placé sous le patronage du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, cet événement économique de premier plan constitue un rendez-vous incontournable pour les professionnels du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics.

P 2

CAMPAGNE MOISSON-BATTAGE

De gros moyens mobilisés

Le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a indiqué, samedi à Alger, que dans le cadre de la campagne moisson-battage 2024-2025, tous les moyens nécessaires à la moisson, à la collecte, au transport et au stockage des récoltes céréalières avaient été assurés, outre la prise des mesures indispensables au transfert du matériel agricole vers les zones à forte production.

P 5

MARCHÉ PÉTROLIER

Vers un baril à 80 dollars d'ici fin 2025

Alors que les marchés pétroliers traversent une période d'instabilité marquée, le professeur Boujemaa Hamada, doyen de la Faculté des Hydrocarbures et de la Chimie à l'Université de Boumerdès, se veut rassurant. Selon lui, la baisse actuelle des prix du pétrole n'est que passagère. Les perspectives pour 2025 sont encourageantes et laissent espérer un redressement notable, avec un baril susceptible de franchir à nouveau la barre des 80 dollars.

P 3

CANCER

Près de 65 000 nouveaux cas diagnostiqués annuellement P 3

INDUSTRIE

Légère hausse des prix à la production au 4^e trimestre 2024 P 3

CÉRÉALES

Légère baisse attendue de la production mondiale en 2024/2025 P 5

PROGRAMME AADL 3

Les souscripteurs appelés à activer les comptes et à télécharger les dossiers avant le 20 mai

L'Agence de l'amélioration et du développement du logement (AADL) a annoncé, dimanche dans un communiqué, que la date limite pour les souscripteurs au programme de location-vente (AADL 3) pour finaliser l'opération d'activation des comptes et de téléchargement des dossiers est fixée au 20 mai courant. A cet effet, l'AADL a appelé les souscripteurs retardataires à "la nécessité de finaliser cette opération avant la date limite, soulignant qu'en date du 15 avril, l'Agence avait rappelé aux souscripteurs retardataires la nécessité d'accéder à la plateforme www.aadl.dz pour compléter les procédures nécessaires. Par ailleurs, l'AADL a mis à la disposition des souscripteurs le numéro vert 3040 pour répondre à toutes leurs interrogations et préoccupations liées aux procédures de souscription.

27^e ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL "BATIMATEC"

Une locomotive pour le développement du secteur du bâtiment

La 27^e édition du Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics (Batimatec 2025) a été inaugurée hier au Palais des expositions des Pins Maritimes à Alger. Organisé du 4 au 8 mai par la Société Algeria Exhibitions, filiale du Groupe SAFEX, en collaboration avec Batimatec Expo, et placé sous le patronage du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, cet événement économique de premier plan constitue un rendez-vous incontournable pour les professionnels du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics.

Par Selma R.

S'étendant sur une superficie de 40.000 m², cette édition se distingue par une participation massive d'exposants, parmi lesquels des entreprises nationales, publiques et privées, mais aussi de nombreuses sociétés étrangères issues d'une quinzaine de pays, dont la Chine, la Turquie, l'Italie, le Portugal et l'Espagne. Selon Dris Kedidah, chargé de communication de Batimatec, cette édition se caractérise notamment par « une participation remarquable, pour la première fois, de jeunes Algériens ayant investi le secteur des matériaux de construction, notamment dans les domaines de la peinture et de la céramique ». Dans une déclaration à l'APS, il a souligné l'importance du salon pour « la promotion du secteur et de l'industrie locale, qui s'imposent de plus en plus et connaissent un développement significatif, tout en constituant une opportunité précieuse pour exposer, puis exporter les produits nationaux ».

Une vitrine technologique et commerciale pour le bâtiment

Véritable plateforme d'échanges, Batimatec permet aux professionnels nationaux et internationaux de partager leurs expertises, de découvrir les dernières innovations technologiques, et d'identifier de nombreuses opportunités d'investissement dans un marché algérien en pleine expansion. Le salon joue un rôle moteur dans le développement du secteur du bâtiment et des travaux publics en Algérie, en stimulant les investissements et en favorisant le transfert de savoir-faire entre les entreprises locales et étrangères. Pour de nombreux experts, de tels événements constituent un levier essentiel de modernisation et d'innovation, indispensables à un secteur confronté à des défis croissants. Les organisateurs mettent également l'accent sur la dimension durable et innovante de cette 27^e édition, avec une attention particulière portée aux technologies modernes

destinées à améliorer la qualité des infrastructures et à proposer des solutions de construction plus efficaces, tant en termes de coût que de délais. Grâce à son organisation régulière et à la qualité de ses participants, Batimatec s'est imposé au fil des années comme l'événement de référence du secteur du bâtiment à l'échelle africaine. Il attire un nombre croissant d'entreprises internationales et de professionnels issus de divers horizons, contribuant au renforcement de la coopération régionale et internationale. Ce salon offre ainsi aux entreprises algériennes l'opportunité de tisser des liens commerciaux solides et de conclure des partenariats stratégiques, bénéfiques pour toutes les parties. Batimatec 2025 s'affirme enfin comme une véritable aubaine pour les investisseurs du secteur du bâtiment, en leur permettant d'explorer un marché algérien parmi les plus dynamiques en Afrique du Nord. Il renforce la confiance dans la destination Algérie, de plus en plus prisée pour les projets de construction à l'échelle régionale.

CANCER

Près de 65 000 nouveaux cas diagnostiqués annuellement

Le Pr Sid Ahmed Ould Arbi, Chef de service urologie au CHU Frantz Fanon de Blida, a fait savoir que près de 65 000 nouveaux cas de cancer sont diagnostiqués chaque année. Cela est dû, explique-t-il, au vieillissement de la population, qui vit plus et mieux, mais également aux moyens de dépistage et de diagnostic permettant de déceler cette maladie précocement et ainsi la traiter tôt éga-

lement pour pouvoir parler de guérison. Selon l'intervenant, les principaux facteurs permettant l'apparition de cette maladie sont principalement liés à la pollution de l'environnement, à la malbouffe, à la sédentarité, à l'obésité ainsi qu'à la consommation du tabac et à l'alcoolisme. Lors de son passage sur les ondes de la radio nationale « Chaîne III », Sid Ahmed Ould Arbi a indiqué que

les assises nationales de prévention et de lutte contre le cancer organisées par la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer, sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, « sont là pour essayer d'évaluer ce qui a été fait jusque là, notamment lors des plans de lutte anti-cancer organisés auparavant, mais aussi voir ce qui se fait actuellement et se projeter sur l'avenir

jusqu'en 2035 ». Revenant sur ce qui a été fait lors de la première journée de ses assises, l'orateur a fait savoir que sept ateliers ont été organisés samedi. Le premier a porté sur la prévention, le deuxième sur le dépistage, le troisième a été dédié au diagnostic, le quatrième a abordé le parcours des patients, le cinquième a porté sur les médicaments et les appareillages médicaux, le sixième sur le financement

et la gouvernance, alors que le septième et dernier atelier a concerné la formation et la recherche scientifique. Le Pr Ould Arbi s'est réjoui de la participation à ces assises de l'ensemble des acteurs de la Santé, de cinq membres du gouvernement, à savoir, les ministres de la Santé, de l'Enseignement supérieur, du Travail, de la Production pharmaceutique et de l'Education, ainsi que des membres du mouvement associatif.

FRAUDE ET BLANCHIMENT D'ARGENT

Arrestation de 5 personnes et saisie de sommes d'argent à Tizi Ouzou

La brigade de lutte contre les crimes économiques et financiers de Tizi Ouzou a arrêté cinq personnes soupçonnées de blanchiment d'argent, de fraude et d'évasion fiscale, et saisi 30,454 millions DA et 55.700 euros, a rapporté dimanche un communiqué de la sureté de wilaya. Les éléments de la brigade de lutte contre les crimes économiques et finan-

ciers de la police judiciaire de Tizi Ouzou, en coordination avec la brigade mobile de la police judiciaire de la daïra d'Azazga, ont réussi à identifier et à arrêter cinq personnes âgées entre 35 et 50 ans, soupçonnées d'avoir enfreint les dispositions de la législation et de la réglementation relatives au change et au mouvement des capitaux de et vers l'étranger, de blanchiment d'argent, d'es-

croquerie et d'évasion fiscale, précise le communiqué. "L'opération, menée sous la supervision du procureur de la République près le tribunal d'Azazga à compétence régionale, a permis la saisie d'une somme d'argent en monnaie nationale estimée à 3 milliards 454 millions de centimes, d'une somme d'argent en devises estimée à 55.700 euros et de six (06) véhicules touristiques", a ajouté la

même source. Les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la république près le tribunal d'Azazga pour les chefs d'accusations d'"infraction à la législation relative à la monnaie et à la circulation des fonds, blanchiment d'argent et fraude fiscale et exercice d'une activité sans autorisation". Ils ont été placés en détention préventive, selon le communiqué.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

460 MW DE PANNEAUX SOLAIRES IMPORTÉS EN TROIS MOIS

L'Algérie accélère sa transition énergétique

Au premier trimestre 2025, l'Algérie a enregistré un niveau record d'importations de panneaux solaires chinois, illustrant la volonté du pays de transformer en profondeur son modèle énergétique. L'Algérie accélère sa transition énergétique, dans le cadre d'une stratégie nationale ambitieuse visant à réduire sa dépendance au gaz naturel et à diversifier son mix de production électrique.

Par Mourad A.

Selon les données de la plateforme spécialisée « Attaqa.net », le pays a importé près de 460 mégawatts (MW) de panneaux solaires de Chine entre janvier et mars 2025, soit la plus forte capacité trimestrielle jamais atteinte. Ce volume dépasse nettement celui du dernier trimestre de 2024, qui s'élevait déjà à 340 MW. Le mois de janvier 2025, à lui seul, représente 390 MW, établissant ainsi un record mensuel. En comparaison, les importations des mois de février et mars ont été plus modestes, avec respectivement 10 MW et 60 MW. Actuellement, 98,65 % de l'électricité en Algérie est produite à partir du gaz naturel, tandis que les énergies renouvelables ne représentent que 0,94 % du mix énergétique, dont 0,9 % pour le solaire. Ce déséquilibre, que le gouvernement souhaite résorber, fait l'objet d'objectifs clairs : d'ici à 2030, les autorités ambitionnent de porter la part des renouvelables à 27 % de la production électrique nationale. Pour y parvenir, le pays prévoit l'installation de 15 000 MW de capacités renouvelables supplémentaires d'ici 2035. Dans cette optique, les pouvoirs publics multiplient les initiatives, notamment dans le secteur solaire, avec le soutien actif de Sonelgaz, l'entreprise nationale de l'électricité. Au premier trimestre 2025, le chantier d'une nouvelle centrale solaire de 80 MW a été lancé sur une superficie de 160 hectares, avec une mise en service de la première phase prévue entre la fin de 2025 et le début de 2026. Cette infrastructure fait

partie intégrante d'un vaste programme national visant à développer 3 000 MW de capacité solaire, répartis sur 20 centrales. Ce programme repose sur deux appels d'offres : le premier, couvrant 15 centrales totalisant 2 gigawatts (GW), et le second, 5 centrales supplémentaires pour un total de 1 GW. Ces projets viennent s'ajouter à plusieurs initiatives majeures déjà engagées en 2024. En mars, une centrale de 200 MW a été mise en chantier, suivie en avril par trois nouvelles unités d'une capacité respective de 150 MW, 220 MW et 80 MW. Ces réalisations supplémentaires pour un tournant dans la stratégie énergétique nationale, en réduisant progressivement la dépendance aux énergies fossiles, au profit du solaire appelé à devenir un pilier essentiel du système électrique algérien. Cette transition bénéficie également d'un soutien international important. En avril 2025, l'Algérie a lancé le programme TaqatHy+, cofinancé par l'Union européenne et l'Allemagne, pour un montant de 28 millions d'euros, soit environ 31,91 millions de dollars. Prévu jusqu'en 2029, ce programme vise à renforcer les capacités institutionnelles et techniques du pays, à créer un environnement propice au développement des énergies renouvelables, et à favoriser l'émergence d'un écosystème dédié à l'hydrogène vert, considéré comme une composante stratégique de la transition énergétique bas-carbone. Malgré cette dynamique encourageante, la capacité installée en énergie solaire reste encore limitée, atteignant 462 MW à la fin de l'année

2024, sur un total de 601 MW pour l'ensemble des énergies renouvelables. Toutefois, les chantiers en cours et les volumes d'importation records laissent entrevoir une accélération significative dans les mois à venir, plaçant le solaire au cœur de l'avenir énergétique de l'Algérie.

Pour un modèle énergétique durable

À l'heure où le monde cherche des alternatives viables aux énergies fossiles, l'Algérie s'engage résolument sur la voie d'un avenir plus vert. Lors d'une intervention télévisée, Boukhalfa Yaici, directeur général du Green Energy Cluster Algeria, a dressé un plaidoyer lucide et ambitieux en faveur d'un modèle énergétique durable, articulé autour des énergies renouvelables, de l'hydrogène vert et du développement industriel local. « Il est temps de passer à une autre phase, une phase de déploiement accéléré et structuré », a-t-il affirmé, insistant sur l'urgence d'agir face aux défis climatiques et géopolitiques. Au-delà de la production d'énergie, Yaici défend une approche industrielle intégrée, qui permettrait de bâtir une économie nationale fondée sur les technologies propres. Il appelle ainsi à structurer une filière locale autour des panneaux solaires, des composants électriques et des électrolyseurs nécessaires à la production d'hydrogène. « Nous ne pourrions pas atteindre les 15 000 MW ni produire de l'hydrogène vert sans une stratégie industrielle intégrée. Il faut produire localement et créer de la valeur ajoutée », a-t-il déclaré. Au-

jourd'hui, environ 30 % des projets solaires en cours sont portés par des entreprises algériennes, une base sur laquelle le gouvernement souhaite s'appuyer pour faire émerger de véritables champions nationaux. Mais cette transition ne se fera pas sans répondre aux exigences internationales. L'Union européenne prévoit, dès janvier 2026, l'instauration du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM), qui imposera des taxes sur des produits à forte empreinte carbone comme l'acier, l'aluminium, le ciment, les engrais, et potentiellement l'hydrogène. En 2022, les exportations algériennes dans ces secteurs représentaient 4,4 milliards de dollars. La compétitivité du pays dépendra donc de sa capacité à décarboner ses processus industriels. « Si l'on ne veut pas payer les taxes en Europe, il faudra produire ici avec de l'énergie propre. C'est une nécessité économique, pas seulement écologique », a-t-il averti. Par ailleurs, Yaici appelle à moderniser le cadre réglementaire et à relancer des instruments stratégiques comme le décret exécutif 17-98, qui encadre les projets dans le secteur des énergies renouvelables. Au-delà des intentions, son message est sans équivoque : l'Algérie doit accélérer, structurer et industrialiser sa transition énergétique. Ce n'est pas seulement une ambition environnementale, mais un véritable changement de paradigme économique susceptible de positionner le pays comme un acteur majeur de l'énergie verte dans la région et au sein du nouvel ordre énergétique mondial.

INDUSTRIE

Légère hausse des prix à la production au 4^e trimestre 2024

Par S R.

Les prix à la production industrielle hors hydrocarbures du secteur public national ont enregistré une hausse modérée de +0,9 % au quatrième trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent, indique l'Office national des statistiques (ONS) dans sa dernière Note. En glissement annuel, c'est-à-dire par rapport au quatrième trimestre 2023, les prix affichent une augmentation de +0,5 %, tandis que la variation moyenne annuelle pour l'année 2024 s'établit à -0,2 % par rapport à 2023,

traduisant une relative stabilité sur l'ensemble de l'année. En effet, des tendances contrastées ont été enregistrées selon les secteurs. Selon la même source, l'Énergie a connu un recul marqué des prix à la production, avec une baisse de -1,8 % après une hausse notable de +3,7 % au trimestre précédent. Ce repli contraste avec les dynamiques observées dans d'autres segments industriels. Dans les Mines et Carrières, la hausse des prix se poursuit, bien qu'à un rythme légèrement ralenti : +6,6 % contre +7,2 % au trimestre précédent. Cette évolution est principalement tirée par l'ex-

traction du minerai de phosphate (+7,9 %) et des matières minérales (+2,6 %), tandis que l'extraction de sel affiche un ralentissement à +1,5 %. Le secteur des Industries Sidérurgiques, Métalliques, Mécaniques, Électriques et Électroniques (ISMME) enregistre une hausse significative de +2,0 %, stimulée par la fabrication des biens intermédiaires métalliques, mécaniques et électriques (+19,7 %) et la mécanique de précision (+6,8 %). Le secteur des Matériaux de construction a connu une évolution positive de +0,9 %, après une baisse de -1,6 % au tri-

mestre précédent. La fabrication des produits en ciment et matériaux divers a fortement contribué à cette reprise, avec une hausse de +5,1 %. Dans les Industries Agroalimentaires, la baisse se poursuit au même rythme que le trimestre précédent, soit -1,3 %. Cette tendance s'explique par la diminution des prix dans le travail de grain (-0,7 %) et la fabrication d'aliments pour animaux (-3,1 %). Les Industries Textiles enregistrent un rebond de +1,6 %, après une baisse de -0,9 % au trimestre précédent. Cette progression est due à la hausse des prix des biens intermé-

diaires textiles (+1,0 %) et de consommation (+2,1 %). Le secteur du Bois, Liège et Papier continue de baisser, mais à un rythme plus modéré (-0,7 % contre -1,8 %). La fabrication de papier accuse un recul de -1,9 %, tandis que l'industrie du liège connaît une nette progression (+6,0 %). Après un repli de -2,5 % au trimestre précédent, les Industries Diverses repartent à la hausse avec une croissance de +1,4 %. Enfin, les Industries Chimiques affichent une légère hausse (+0,1 %), tandis que le secteur Cuirs et Chaussures enregistre un léger recul (-0,4 %).

MARCHÉ PÉTROLIER

Vers un baril à 80 dollars d'ici fin 2025

Par M A.

Alors que les marchés pétroliers traversent une période d'instabilité marquée, le professeur Boujemaa Hamada, doyen de la Faculté des Hydrocarbures et de la Chimie à l'Université de Boumerdès, se veut rassurant. Selon lui, la baisse actuelle des prix du pétrole n'est que passagère. Les perspectives pour 2025 sont encourageantes et laissent espérer un redressement notable, avec un baril susceptible de franchir à nouveau la barre des 80 dollars. Le week-end dernier, le prix du baril a connu un recul spectaculaire, tombant à 30,59 dollars, suscitant de vives inquié-

tudes sur les marchés internationaux. Intervenant ce dimanche sur les ondes de la radio nationale, le Pr Hamada a tenu à relativiser cette chute. Il a parlé d'une « situation conjoncturelle et temporaire, liée à des facteurs géopolitiques et économiques complexes ». Cependant, il a estimé que la situation reste maîtrisée pour l'Algérie. Il a rappelé que la loi de finances 2025 a été élaborée sur la base d'un prix de référence de 60 dollars le baril, avec un objectif de croissance économique fixé à 4,2 %. « Ce niveau reste acceptable dans l'immédiat, d'autant plus que le pays a su anticiper cette volatilité en adoptant des mesures de prudence budgétaire », a-t-il affirmé.

L'optimisme du professeur repose sur une série d'indicateurs qui laissent entrevoir un rebond progressif des prix dès le troisième trimestre 2025. Il a cité notamment l'amélioration attendue de la conjoncture économique mondiale, la hausse prévue de la demande en énergie, ainsi que le rapprochement diplomatique entre la Russie et les États-Unis. « Tous les scénarios étudiés montrent une tendance haussière d'ici la fin 2025, avec des prix susceptibles d'atteindre ou même de dépasser les 80 dollars le baril », a-t-il expliqué, ajoutant que la volonté affichée des États-Unis et de la Chine de mettre fin à leur guerre commerciale contribue également à stabiliser le mar-

ché. Dans ce contexte, l'OPEP+ a annoncé une augmentation progressive des quotas de production à partir du mois de juin, avec une hausse globale de 411 000 barils par jour. Une décision saluée par le Pr Hamada, qui y voit un signal fort adressé aux producteurs non membres de l'organisation. L'Algérie bénéficiera ainsi d'une augmentation de sa production de 9 000 barils par jour, une capacité que le pays est parfaitement capable de gérer. « Grâce aux investissements réalisés sur Sonatrach, à ses partenariats technologiques et à son savoir-faire accumulé, l'Algérie est prête à jouer son rôle dans le nouvel équilibre énergétique mondial », a-t-il conclu.

TIZI-OUZOU
Colloque international, sur le tourisme et l'attractivité territoriale

Un colloque international portant sur les "Enjeux de la mise en tourisme et de la patrimonialisation face à l'impératif de la digitalisation et de l'attractivité territoriale", sera à partir de demain dimanche à l'université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou (UMMTO), a-t-on appris samedi auprès des organisateurs. Initié par le laboratoire de recherche Développement, économie, finance et institutions (DEFI) de la faculté des sciences économiques, Commerciales et des sciences de Gestion de l'UMMTO, en partenariat avec la Direction du Tourisme et de l'Artisanat de Tizi-Ouzou, cet événement de deux jours sera une occasion pour débattre de l'offre touristique des territoires et des défis de la préservation des territoires, notamment. L'événement explorera les défis et les opportunités liés à la valorisation touristique du patrimoine, à l'intégration des outils numériques dans le secteur et au renforcement de l'attractivité des territoires. "Le tourisme est un facteur de développement territorial avéré. Pour de nombreux territoires, il constitue un véritable levier de développement", a-t-on expliqué. Les travaux s'articuleront autour de plusieurs thématiques liées au tourisme durable, à l'intelligence territoriale, au marketing digital appliqué au tourisme, à la valorisation du patrimoine culturel et naturel et le rôle des acteurs locaux dans le développement de l'attractivité territoriale. Des chercheurs algériens et étrangers, de France, d'Italie, du Cameroun, et d'Espagne, des professionnels du tourisme, et des représentants d'institutions publiques seront présents à cette rencontre scientifique, selon les organisateurs.

LE MINISTRE DE LA SANTÉ RENCONTRE LA PRÉSIDENTE DE L'UNION INTERNATIONALE CONTRE LE CANCER

Les moyens de renforcer la coopération entre les deux parties examinés

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi a rencontré, à Alger, la présidente de l'Union internationale contre le cancer (UICC), Zainab Shinkafi-Bagudu, avec laquelle il a examiné les moyens de renforcer la coopération en matière de prévention, de recherche et de formation médicale dans le domaine de lutte contre le cancer, indique, hier, un communiqué du ministère. La rencontre, tenue samedi en marge des Assises nationales de prévention et de lutte contre le cancer, a permis aux deux parties d'examiner "les moyens de renforcer la coopération en matière de prévention, de recherche et de formation médicale dans le domaine de lutte contre le cancer, face aux défis sanitaires et à l'augmentation du nombre de personnes atteintes de cette maladie", précise la même source. Lors de cette rencontre, qui s'est déroulée en présence du président de la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer, Adda Bounedjar, M. Saihi a souligné "l'engagement ferme de l'Algérie dans la lutte contre le cancer, à travers les dif-

férentes stratégies nationales adoptées pour garantir une prise en charge optimale aux malades". "Près de la moitié du budget alloué aux médicaments est consacrée actuellement aux anticancéreux, dont les prix restent élevés, d'où la nécessité de renforcer la coopération avec les organisations internationales pour assurer des traitements à des prix abordables, tout en s'employant à appuyer les capacités locales de fabrication de ces médicaments", a-t-il soutenu. Dans ce sillage, le ministre a mis l'accent sur "l'importance de la conscientisation sanitaire de la société, en intensifiant les campagnes de sensibilisation et en y associant les acteurs de la société civile et les associations actives dans ce domaine, en tant que partenaires clé dans la prévention et le dépistage précoce", ajoute le document. De son côté, la présidente de l'UICC a salué "les efforts de l'Algérie en la matière", réaffirmant "la disponibilité de l'UICC à assurer un accompagnement technique et scientifique à l'Algérie, dans le cadre de la coopération bi-

latérale", conclut le communiqué. Par ailleurs, le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi a rencontré également le président du Comité national de l'Initiative présidentielle de la santé de la femme en République arabe d'Egypte et membre du Conseil scientifique du Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), M. Hesham Ahmed Gaballah El Ghazaly, avec lequel il a évoqué les expériences des deux pays en matière de lutte contre le cancer. La rencontre, tenue samedi en marge des Assises nationales de prévention et de lutte contre le cancer, a été l'occasion pour "M. Saihi de réaffirmer l'engagement ferme de l'Etat à améliorer la prise en charge des cancéreux, en plaçant le malade au cœur du système de santé et en le considérant comme une priorité nationale, à travers l'élaboration d'une stratégie globale reposant sur la mobilisation de toutes les ressources matérielles et humaines nécessaires et la recherche des moyens à même d'améliorer la prise en charge des malades", selon le communiqué.

HADJ 2025

Départ du premier groupe de pèlerins samedi prochain

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, M. Youcef Belmehdi a annoncé que le premier vol des hadjis vers les Lieux Saints de l'Islam était prévu le 10 mai, précisant que douze (12) aéroports au niveau national ont été mobilisés pour l'opération du hadj. Lors d'une rencontre d'orientation au profit des membres de la mission du Hadj pour la saison 1446H/2025, M. Belmehdi a précisé que "le départ du premier vol des membres de la mission est prévu dimanche, alors que celui des hadjis est programmé pour le 10 mai", indiquant que "douze (12) aéroports au niveau national" ont été mobilisés pour l'opération du hadj. Le ministre a insisté encore une fois sur l'importance de renforcer la coordination entre les membres de la mission et de redoubler d'efforts pour permettre aux hadjis d'accomplir leurs rites dans les meilleures conditions, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Pour sa part, le directeur général de l'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO), Taher Braik a passé en revue les différentes mesures et dispositions prises pour assurer une prise en charge optimale des hadjis algériens,

appelant les membres de la mission à "faire preuve d'esprit d'équipe et à se conformer aux instructions réglementaires et sanitaires". De son côté, le chef de la délégation consulaire, Saad Boukhalfa a mis l'accent sur "l'intérêt ma-

jeur" qu'accorde le ministère des Affaires étrangères aux saisons du Hadj en veillant, à travers ses fonctionnaires, à accompagner les pèlerins algériens depuis leur accueil dans les Lieux Saints jusqu'à leur retour au pays.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 04 ماي 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 04 Mai 2025

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة				
DA / Kg		دج / كغ				
Produits		متعل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	76	84	68	البطاطا	خضّر طازجة
	Tomate	96	109	83	الطماطم	
	Oignon sec	51	58	44	البصل الجاف	
	Ail sec	597	681	514	الثوم الجاف	
	Carotte	72	81	62	الجزر	
	Navet	95	106	84	لفت	
	Petit pois	167	186	148	الجلبانة	
	Fève verte	90	102	78	القول الأخضر	
	Courgette	86	98	74	الكوسة	
	Haricot vert	255	282	228	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	94	107	82	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	453	529	376	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	543	672	414	التمر	
	Banane	411	422	398	الموز	
	Fraise	294	338	251	الفراولة	
	Melon	205	232	178	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	130	149	112	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1752	1905	1599	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	360	372	348	الدجاج	
	Œufs (Unité)	15	16	13	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	103	92	حليب البقر (لتر)	

OMM

Le rapport sur l'état du climat en Afrique en 2024 sera publié le 12 mai

L'Organisation météorologique mondiale (OMM), publiera le 12 mai, son rapport sur l'état du climat en Afrique en 2024, une publication annuelle qui fournit des informations faisant autorité sur les régimes climatiques et leurs impacts sur le continent africain, a annoncé l'Organisation. L'événement de lancement réunira des représentants de haut niveau des gouvernements

africains, des agences des Nations Unies, des institutions scientifiques et des partenaires de développement, selon l'OMM. Les participants exploreront les principales conclusions du rapport et engageront des discussions sur le renforcement de la résilience, le soutien aux systèmes d'alerte précoce et l'accélération des investissements et des efforts d'adaptation climato-intelligents en Afrique, a-t-elle ajouté.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	430,00	NC	0,00	2,34	1,60	8,30	6,98	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 405,00	1405,00	0,00	0,29	0,32	0,00	-	5313	7 464 765,00
BIOPHARM	BIO	2 400,00	NC	0,00	0,00	2,78	7,20	7,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	NC	0,00	0,73	1,33	12,10	5,43	0	0,00
EGH El Auresel	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,62	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	NC	0,00	-1,03	-7,08	2,01	-	0	0,00

CAMPAGNE MOISSON-BATTAGE

De gros moyens mobilisés

Le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a indiqué, samedi à Alger, que dans le cadre de la campagne moisson-battage 2024-2025, tous les moyens nécessaires à la moisson, à la collecte, au transport et au stockage des récoltes céréalières avaient été assurés, outre la prise des mesures indispensables au transfert du matériel agricole vers les zones à forte production.

Synthèse S R.

« Ces mesures ont été prises, lors d'une réunion de travail, présidée par le ministre du secteur, Youcef Cherfa, ayant regroupé les directeurs des services agricoles des wilayas du Sud, et consacrée à l'évaluation des préparatifs en cours de la campagne lancée, fin avril, avec la moisson des récoltes d'orge au niveau de certains régions, pour se poursuivre début mai avec la moisson du blé tendre et dur dans certaines régions », précise le ministère dans un communiqué. Ont assisté à la réunion, les directeurs des services agricoles de 11 wilayas du Sud, la directrice générale de l'Office de développement des cultures industrielles en terres sahariennes (ODAS), le président-directeur général (PDG) du Groupe ONAB, ainsi que de cadres du ministère et de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC). A cette occasion, la réunion a permis de s'assurer de la garantie des moyens nécessaires à la moisson, à la collecte, au transport et au stockage des récoltes,

ainsi que de la prise des mesures indispensables à l'accélération de l'opération de transfert du matériel agricole nécessaire (moissonneuses-batteuses, camions et autres engins) pour répondre à la demande, notamment au niveau des régions à forte production, à l'instar d'Adrar, Timimoun, Ouargla et El-Meniâa, note le document. A ce titre, le ministre a mis l'accent sur « l'importance d'une bonne préparation de cette campagne pour assurer sa réussite et réaliser les objectifs fixés », conclut le communiqué. Il est à rappeler que des mesures importantes ont été prises par l'Etat, notamment en matière d'augmentation des capacités de stockage des céréales. Pas moins de 260 nouveaux centres de proximité seront réceptionnés afin juin prochain, renforçant ainsi les capacités nationales de stockages. Cette expansion permettra de réduire considérablement les risques de pertes après la récolte. Ces nouvelles infrastructures, réparties sur l'ensemble du territoire, sont conçues pour améliorer la gestion des

flux de grains, en particulier dans les régions à forte production. En outre et afin d'assurer le bon déroulement de la campagne de moisson, l'OAIC a également déployé un impressionnant parc de matériel agricole. Ce ne sont pas moins de 1 500 moissonneuses-batteuses qui seront mises en service dans tout le pays, soutenues par plus de 4 000 camions dédiés au transport des grains vers les centres de stockage.

Une production céréalière de plus de 85.000 QX attendue à Ghardaïa

Par ailleurs, la production céréalière dans la wilaya de Ghardaïa devrait atteindre, au terme des moissons devant être lancées la mi-mai courante, les 85.000 quintaux, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). La campagne moisson-battage touchera, cette saison, une superficie de 1.951 hectares irrigués sous pivot, dont l'ensemble est réservé exclusivement au blé dur, a indiqué à l'APS l'ingénieur en chef, respon-

sable des statistiques à la DSA, Khaled Djebrit, précisant que les superficies emblavées sont localisées à Métlili, Seb-Seb, Mansoura et Guerrara. Un rendement moyen de plus de 43 quintaux à l'hectare de blé dur est attendu pour cette campagne, a-t-il ajouté en signalant aussi l'ensemble de la production sera collectée par la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) de Laghouat. Selon le rapport d'évaluation de cette campagne céréalière, notamment le désherbage et la fertilisation de la superficie emblavée, l'état végétatif de la production céréalière est jugé "bon" pour l'ensemble des superficies ciblées. La production céréalière attendue sera en "hausse notable" par rapport à la saison dernière qui avait donné lieu à une récolte de 60.000 QX, estime M. Djebrit en faisant savoir que la disponibilité des semences et le suivi des itinéraires techniques des cultures céréalières, entrepris par les services phytosanitaires dans le cadre de la vulgarisation des techniques agricoles, expliquent ces prévisions "optimistes".

START-UP

Lancement de la 5^e édition du concours Africa Sipsa Innov Award

Par Mourad A.

La 5^e édition du concours de l'innovation dans le domaine agricole en Afrique "Africa Sipsa Innov Award" (2025), organisée par le Groupe de réflexion Filaha Innove incubateur (GFFI), a été lancée samedi à Alger. Ont assisté au lancement de ce concours, le représentant du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Toufik Mazouz, ainsi que des professionnels, des chercheurs

et des propriétaires de start-up actives dans le secteur agricole. Ce concours tend à promouvoir une agriculture intelligente et durable en Algérie et en Afrique, en attirant des compétences de différents profils, afin de présenter des solutions technologiques à même d'améliorer la productivité et la qualité des récoltes. Pas moins de 40 projets innovants issus de plusieurs pays africains, dont l'Algérie, la Tunisie, le Sénégal et la République démocratique du Congo, participeront à ce concours, dont la cérémonie de

remise des prix est prévue le 26 mai, en marge du Salon international de l'agriculture, de l'élevage et de l'agro-industrie SIPSA-Filaha, qui se tiendra au Palais des expositions (SAFEX). Quatre projets seront sélectionnés pour la phase finale, dont trois seront distingués durant le salon, tandis que le quatrième se verra attribuer le "Prix du jury", selon les explications fournies par Mme Malika Alili, membre du jury. La même intervenante a affirmé que les projets en lice portaient sur l'AgriTech, la FoodTech et

les technologies liées à l'eau, illustrant ainsi la dynamique d'innovation sur le continent africain. Par ailleurs, les lauréats bénéficieront d'un appui particulier durant le salon SIPSA-Filaha, ce qui leur permettra de tisser un réseau de contacts avec des investisseurs et des professionnels, outre un accompagnement assuré par Filaha Innove incubateur. Dans une allocution prononcée au nom du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Toufik Ma-

zouz, chargé des incubateurs au sein du ministère, a souligné l'importance de telles initiatives dans la consolidation des relations entre les innovateurs et les agriculteurs, notamment à travers les solutions technologiques comme les drones, les robots ou encore les logiciels développés. Il a, à cet égard, indiqué que l'Etat optait pour une approche participative afin de renforcer l'intégration des technologies dans le secteur agricole, soulignant qu'"il ne s'agit plus d'une option, mais d'une nécessité".

CÉRÉALES

Légère baisse attendue de la production mondiale en 2024/2025

Par R E.

La production mondiale de céréales devrait s'établir à 2.848 millions de tonnes pour la campagne 2024-2025, enregistrant un léger repli par rapport à l'année précédente, en raison principalement d'une baisse de la production de maïs, a indiqué l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). L'utilisation mondiale de céréales est, pour sa part, estimée à 2.870 millions de tonnes, soit une progression de 1 % par rapport à 2023-2024, explique la FAO dans son dernier bulletin sur l'offre et la demande de céréales, regroupant des prévisions actualisées sur le marché mondial des céréales. Les

stocks mondiaux devraient atteindre 868,2 millions de tonnes à la fin de la campagne, en recul de 1,9 % par rapport à leur niveau d'ouverture, selon la même source. Le volume des échanges mondiaux de céréales pour la campagne 2024-2025 est estimé à 478,6 millions de tonnes, en baisse de 6,8 % sur un an. Cette contraction est liée principalement à la diminution du commerce du blé (-7,4 %) et des céréales secondaires (-8,2 %), sous l'effet d'une demande réduite en Chine et de la baisse des exportations de maïs du Brésil et d'orge de Russie. A l'inverse, les échanges de riz devraient atteindre un niveau record de 60,4 millions de tonnes, en légère hausse de 1,2 %. Par ailleurs, la production mon-

diale de blé pour la prochaine saison (2025/2026) est estimée à 795 millions de tonnes, un volume stable par rapport à 2024, selon les prévisions de la FAO. L'amélioration des conditions météorologiques dans le sud de l'Europe soutient les perspectives de rendement, confortant l'hypothèse d'un rebond de la production après le repli enregistré en 2024. Toutefois, la sécheresse et les températures anormalement élevées observées en avril soulèvent des inquiétudes quant aux rendements. En Russie et en Ukraine, les perspectives sont affectées par des conditions météorologiques défavorables et les répercussions du conflit. Aux Etats-Unis, des craintes liées à la sécheresse pour-

raient peser sur la production, tandis qu'au Canada, les semis de blé de printemps ont débuté avec des prévisions proches de la moyenne. En Inde, la récolte s'annonce record grâce aux systèmes d'irrigation, malgré un climat chaud et sec. Au Pakistan, une superficie emblavée plus importante que prévu devrait permettre une production légèrement supérieure à la moyenne quinquennale. En Afrique du Nord, les prévisions indiquent une production stable ou supérieure à la moyenne, soutenue par l'irrigation. En revanche, en Iran et en Turquie, les prévisions restent inférieures à la moyenne en raison d'un déficit pluviométrique persistant, selon le rapport.

CONTRÔLE
COMMERCIAL DANS 7
WILAYAS DE L'OUEST
DU PAYS

Plus de 4.900
infractions
enregistrées en
quatre mois

La direction régionale du Commerce intérieur et de la régulation du marché national de la région de Saïda a enregistré 4.948 infractions commerciales, au cours des quatre premiers mois de l'année en cours, a-t-on appris auprès de cette direction. Ces infractions ont donné lieu à l'établissement de 4.713 procès-verbaux en vue de poursuites judiciaires et à la fermeture de 242 commerces dans sept wilayas de l'Ouest du pays. Le chargé de la communication de cette direction, Okacha Bougnina, a précisé à l'APS que ces infractions ont été recensées dans les wilayas de Mascara, Relizane, Chlef, Saïda, Tissemsilt, Tiaret et la wilaya déléguée de Ksar Chellala. Les infractions liées aux pratiques et aux activités commerciales concernent, notamment, le non-affichage des prix et des tarifs, l'absence de facturation, l'exercice d'une activité commerciale sans inscription au registre du commerce, la non-mise à jour des informations sur l'extrait du registre du commerce, l'obstruction aux opérations de contrôle et l'exercice d'une activité commerciale sédentaire sans local commercial, a-t-on fait savoir de même source. En matière de répression des fraudes, les infractions constatées comprennent le non-respect des règles d'hygiène et de sécurité des produits, le non-respect de l'obligation de garantie ou l'exécution de celle-ci, l'opposition au contrôle et le non-respect du contrôle préalable de conformité. Le même responsable a indiqué que les brigades de contrôle des pratiques commerciales et de répression des fraudes ont effectué, au cours de la même période, 65.321 interventions. La valeur vénale des produits alimentaires non conformes saisis dans ces wilayas dépasse les 20 millions de dinars, tandis que le montant des transactions non facturées a été estimé à plus de 4 milliards de dinars. Les analyses de laboratoire ont révélé que 59 échantillons prélevés sur des produits alimentaires sur un total de 317 étaient non conformes.

ADRAR

Une production de 1,5 million de quintaux de céréales attendue

Une production de 1,5 million de quintaux de céréales, toutes variétés confondues est attendue au titre de la campagne moisson-battage de l'actuelle saison agricole, qui a débuté dans les périmètres agricoles de la wilaya d'Adrar, a rapporté samedi la direction des services agricoles (DSA).

Cette campagne cible une superficie de plus de 24.000 hectares sous pivot, qui a enregistré cette saison une extension "considérable" comparativement à la saison précédente, a expliqué le représentant du secteur, Touhami Mohamed Salah. Tous les moyens matériels et humains sont mobilisés pour réussir cette campagne, dont notamment 100 moissonneuses et plus de 120 camions de gros tonnage pour transporter les récoltes vers les entrepôts de stockage. Lors de la cérémonie du lancement de la campagne moisson-battage au niveau d'une exploitation agricole privé dans la daïra de Fenoughil, (sud de la wilaya), le secrétaire général de la wilaya chargé d'assurer l'interim, Rachid Cherid, a affirmé que "les pouvoirs publics ont assurer tous les facteurs d'appui pour garantir la réussite de la saison agricole, et la réalisation

d'un rendement abondant qui contribue à atteindre la sécurité alimentaire". De son côté, l'inspecteur général du ministère de l'agriculture, du développement rural et de la pêche, Nadjib Zerrouki, a salué les efforts déployés et les défis auxquels sont confrontés les investisseurs agricoles pour gagner le pari d'obtenir une production abondante avec des rendements élevés du blé, soulignant, la nécessité de l'engagement des opérateurs à livrer leurs productions aux organismes officiels représentés par la coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS). L'investisseur agricole Bermati Laâradj, de la région de Fenoughil, un des agriculteurs qui ont relevé le défi de doubler la quantité de la production céréalière, notamment le blé dur, d'une saison à autre, notamment à travers l'utilisation de quatre unités sous pivot sur une superficie de 130 hectares, sachant que le début de son

activité a été avec un pivot seulement. Pour sa part, l'investisseur agricole Djoudi Sid Ahmed est devenue un modèle de réussite en entreprenant la première expérience d'investissement agricole dans la production céréalière sous pivot au niveau d'un périmètre agricole dans la commune de Reggane, (sud de la wilaya), où il a obtenu un rendement de production de 45 quintaux de blé dur par hectare avec un seul pivot sur une superficie de 30 hectares. Cet investisseur aspire une extension de l'actuelle surface agricole durant les prochaines saisons agricoles, en raison de la bonne qualité du sol, ainsi que du soutien technique et administratif nécessaire assurer par les instances concernées, en mettant en œuvre un projet agricole intégré (céréaliculture, légumes, production fourragère et élevage).

EL TARF

Vaste campagne de nettoyage des plages en prévision de la saison estivale

Une grande campagne de nettoyage des plages en prévision du démarrage de la saison estivale 2025 a été lancée samedi à la plage El Bettah dans la commune de Ben M'hidi (El Tarf) avec la participation de 1.600 jeunes. Outre les membres d'associations

de jeunes et sportives, l'initiative a mis à contribution des représentants des Scouts musulmans algériens (SMA), de la société civile et de diverses institutions et entreprises publiques. La campagne concernera 14 plages de la wilaya à travers vastes actions visant à mettre

en place les meilleures conditions d'accueil des estivants au cours de la prochaine saison estivale. Le wali d'El Tarf, Mohamed Meziane qui a donné le coup d'envoi de cette campagne a appelé à multiplier de pareilles initiatives bénévoles de protection de l'environnement

côtier saluant l'adhésion des jeunes et de la société civile à cette noble action de solidarité. L'occasion a donné lieu à l'animation d'activités de sensibilisation et de distribution de matériel de nettoyage dans le cadre de cette campagne qui se poursuivra dans les prochains jours.

BORDJ BOU ARRERIDJ

L'université Mohamed El Bachir El Ibrahim sera renforcée par un studio moderne

L'université Mohamed El Bachir El Ibrahim de Bordj Bou Arreridj sera renforcée à la prochaine année universitaire par un studio moderne pour le département des sciences de l'information et de la communication et par une Ecole normale supérieure dans le cadre des efforts d'amélioration de la qualité de la formation supérieure, a indiqué samedi son recteur, Pr. Bouazza Boudersaya.

Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a souligné que le ministère de tutelle a donné son accord pour ces deux projets qui s'inscrivent dans le cadre de la vision prospective du ministère de l'Enseignement supérieur de consolidation du rôle de l'université et d'amélioration de la qualité de la formation supérieure. Un studio sera ainsi doté des équipements

les plus modernes au profit du département des sciences de l'information et de la communication et contribuera, une fois opérationnel, à améliorer la formation des étudiants dans le domaine de l'audio-visuel en plus de son exploitation comme plateforme de couverture des activités scientifiques et culturelles de l'université, a précisé le recteur.

DIAGNOSTIC DES CANCERS DIGESTIFS À BATNA

Le CHU se dote d'un appareil de pointe

Le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) Benflis Touhami de Batna vient de se doter d'une colonne d'endoscopie de haute précision destinée au diagnostic précoce des maladies gastro-intestinales, notamment des lésions précancéreuses. Cet appareil médical de dernière génération, comprenant un fibroscope et un coloscope, permettra d'explorer avec précision l'estomac, le côlon et le

rectum des patients. Acquis grâce au Fonds national de lutte contre le cancer, cet équipement ultramoderne a été affecté au service de gastro-entérologie du CHU. Il offrira aux praticiens la possibilité d'intervenir rapidement avant que les lésions détectées ne se transforment en tumeurs malignes, constituant ainsi un outil précieux dans la lutte contre les cancers digestifs, dont l'incidence est en hausse

dans la population. Cette acquisition s'inscrit dans le cadre du Plan d'Action pour le Patient (PAM) initié par le ministère de la Santé et de la Réforme hospitalière et répond aux instructions du wali relatives à l'équipement des structures sanitaires de la région. Elle témoigne de l'engagement des autorités sanitaires locales et nationales en faveur de la modernisation du système de santé et de l'adoption des

technologies médicales les plus avancées. Le nouvel appareil profitera non seulement aux habitants de la wilaya de Batna mais également à ceux des régions limitrophes, contribuant ainsi à une meilleure couverture sanitaire et à un accès plus équitable aux soins spécialisés. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie globale d'amélioration continue de la qualité des soins et de la prise en charge des patients.

SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE ET DÉFENSE COMMUNE EN EUROPE

Que faisons-nous au temps de la paix ?

. Avec les États-Unis qui sont à la fois une superpuissance militaire et financière ; avec la Chine qui est devenue une superpuissance industrielle et technologique, en 80 ans de paix, les États européens ont-ils construits une économie paralysée, fragmentée et sans défense commune ?

Par Gabriel Gaspard

"L'Europe doit choisir entre la fragmentation, la paralysie ou l'intégration" Mario Draghi. L'Europe n'est pas un État. Contrairement aux États-Unis ou à la Chine, "L'Union européenne est un être juridique partiel dont l'existence se limite en principe aux compétences qui lui ont été dûment transférées par ses membres". L'euro n'est pas une monnaie unique pour toute l'UE, mais une monnaie commune aux pays de la zone euro. On trouve aussi l'euro dans certains pays ou principautés bien qu'ils n'appartiennent pas à l'UE. La valeur de l'euro est un taux de conversion et non un taux de change comme le dollar ou les autres valeurs monétaires. Les principaux domaines exclusifs de l'Europe sont l'union douanière, le marché unique, la politique monétaire pour les pays de la zone euro et les accords commerciaux et internationaux.

La construction européenne n'est pas accomplie

L'Europe et l'euro sont-ils devenus un obstacle à leur croissance et à leur défense ? Il est certain que le marché unique a conduit au développement des échanges inter pays membres et au soutien des pays les plus pauvres de l'UE. La politique monétaire n'a pas réellement soutenu la croissance. L'historique de la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel dans l'Union européenne et la zone euro de 2019 à 2024 le montre très bien. La croissance de l'UE est toujours supérieure à la zone euro. Le décrochage de l'Europe par rapport aux États-Unis et de la Chine est une source d'alarme. De 2008 à 2023, le PIB des États-Unis a augmenté de 84,83% celui de la Chine de 287,58%. En même temps, le PIB de l'UE a augmenté de 13,56% (mesuré en dollar courant source Banque mondiale). Pour les accords commerciaux, l'UE a conclu plus de 40 accords avec plus de 70 pays et régions (accords de partenariat économique, libre-échange, accords d'association). C'est la principale cause de l'effondrement de la productivité. Entre les années 2000 et 2022 la croissance du PIB par heure travaillée a été uniquement de 1,2%. L'Europe est en panne. En mai 2024, par rapport à mai 2023, la production industrielle a diminué de 2,9% dans la zone euro et de 2,5% dans l'UE. Malgré cela, alors que le nouveau Président américain est en train d'imposer des droits de douanes, l'Europe navigue à vue. La présidente de la Commission propose une zone de libre-échange avec les États-Unis et un accord sur les investissements avec la Chine au lieu d'une indépendance économique de l'Europe ? Certes l'Europe parle d'une seule voix aux autres pays. Des valeurs communes (indépendance de la presse, de la justice, respect des droits de l'homme) ont été validées.

Des travaux interminables

Il existe beaucoup de travaux interminables au niveau de l'UE : l'harmonisation fiscale des sociétés depuis 1957, le marché des capitaux depuis 1957, la TVA financière depuis 1957, l'euro numérique depuis 1992, la taxation des transactions financières TTF depuis 2007, l'Europe de l'énergie et la crise des réfugiés, l'Europe de la défense depuis 1945 pour

laquelle les Européens restent aujourd'hui dépendants des États-Unis et de l'Otan en matière de défense à part la France. Qu'en est-il des réalisations ? "Un continent en paix ; la liberté pour ses citoyens ...; le plus grand marché unique au monde ; l'octroi d'une aide humanitaire et d'une aide au développement à des millions de personnes dans le monde". Certes il n'y a plus eu de guerre entre la France et l'Allemagne et une majorité des pays de l'UE. Cependant le continent fut très loin d'être épargné par les guerres depuis 1945. Il y a eu environ 40 guerres ou conflits en Europe et à la porte de l'Europe : 1946-1949 guerre civile en Grèce ..., 1968 Invasion de la Tchécoslovaquie par le Pacte de Varsovie..., 1974 invasion Turque de Chypre..., 1991-1999 Guerres en ex-Yougoslavie... 2022- l'invasion russe de l'Ukraine. Évidemment les citoyens peuvent vivre et circuler dans n'importe quel pays de l'UE. Cependant la libre circulation des travailleurs et le droit d'établissement n'ont pas été complètement résolus malgré deux directives concernant les travailleurs détachés pour qui les contrats de travail sont limités à 12 mois et le secteur du transport demeure exclu, etc. Concernant le cadre d'imposition des revenus des entreprises en Europe BEFIT, la directive entrera en vigueur peut-être au 1er juillet 2028 avec un champ d'application hybride. Le plus grand marché unique au monde. Pour gagner de la rentabilité, les entreprises ont dû accorder leurs licences à des pays tiers pour produire et fournir l'Europe en sacrifiant la production européenne. Le marché européen demeure fragmenté et fermé aux PME à cause des obstacles transfrontalières inhérents aux politiques publiques des États membres, etc. Les conflits entre États membres sont toujours gérés par des conventions internationales. Plusieurs grands pays européens veulent réduire fortement leur budget d'aide au développement, souvent sous la pression des partis d'extrême droite. L'Union des États européens pratique le contraire d'une économie saine. D'après le FMI, une politique économique saine peut contribuer à prévenir les conflits et donc un "engagement international en faveur de l'amélioration des capacités de l'État" limiterait l'immigration.

Les contraintes de la zone euro

Il est nécessaire de comprendre que l'appartenance à la zone euro change la situation de chaque pays appartenant à cette zone. La valeur de l'euro a été calculée avec un système de pondération en fonction de l'importance du poids des pays membres de l'Union Economique et Monétaire (UEM) multiplié par le taux de change international des différentes monnaies des pays concernées au 1er janvier 1999, avec une pondération des cours des monnaies en fonction du cours du Dollar Américain. Actuellement l'importance macroéconomique de chaque pays a changée et le cour euro-dollar a varié entre 0,9 et 1,47. Les pays de la zone euro ne disposent pas de leur propre monnaie, ils ne peuvent pas agir sur leurs taux d'intérêts et leurs taux de change. En d'autres termes ils ne peuvent pas corriger les écarts de compétitivité. Ne maîtrisant pas leur monnaie, pour réduire les dépenses et ajuster les budgets, les pays de la zone euro ne peuvent que réaliser des réformes structurelles : des réglementations al-

lant dans le sens d'une plus grande flexibilité des marchés du travail, une libération du marché des biens et services, une simplification des régimes fiscaux, une réduction globale du poids des dépenses publique en particulier sociale, etc. Les réformes structurelles libérales ont fragilisé les classes moyennes, entraînant la montée du populisme. "L'Europe doit choisir entre la fragmentation, la paralysie ou l'intégration". Le 17 septembre 2024, Mario Draghi a présenté son projet pour améliorer la compétitivité de l'UE. Il faudrait un financement européen annuel compris entre 750 milliards et 800 milliards pour combler le fossé entre les États-Unis d'une part et la Chine d'autre part. La réponse de l'Europe fut un nouveau plan de 800 milliards d'euros pour "réarmer l'Europe", dévoilé le 4 mars 2025. La présidente de la Commission encourage plutôt les États membres à emprunter plus pour leurs dépenses militaires en autorisant une dérogation au Pacte de stabilité et de croissance. La dette de la pandémie (NextGenerationEU) sera remboursée de 2028 à 2058. La loi américaine sur la réduction de l'inflation (Inflation Reduction Act, IRA) a provoqué de fortes tensions transatlantiques depuis sa signature par Joe Biden en août 2022. En février 2023, l'Europe a annoncé un grand "Pacte vert" pour relancer la compétitivité de l'industrie neutre en carbone. Avant de concurrencer les États-Unis et la Chine, ce Pacte vert fait l'objet de violentes attaques avant même d'avoir pu déployer ses premiers effets. La priorité de l'UE n'étant plus au climat mais à la compétitivité de l'économie. Face aux droits de douanes de Trump 2.0, l'UE suspend sa contre-offensive. La volonté d'un élargissement continu de l'Europe et le traité sur le fonctionnement de l'UE (TFUE) découlant du traité de Lisbonne posent la question mais aussi l'échec des projets de Constitution européenne tenus en 2005, ainsi que les difficultés économiques persistantes de grands pays de l'UE. Dès le traité de Rome en 1957, l'ambition du processus d'intégration européen était de permettre la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux. Les échanges commerciaux des biens et des services sont libres, sans formalité et sans contrôle aux frontières. Pour les personnes, en revanche, c'est loin d'être aussi facile comme les différences linguistiques ou culturelles, la reconnaissance des qualifications sur le marché du travail, etc. Les flux massifs de migrations intra-communautaires sont très partiels. Pour les non européens, l'UE procède à une fermeture méthodique des frontières. Cette politique de migration et de réfugiés oriente les populations et les économies dans de nouvelles directions. Pour plusieurs pays de l'UE, l'immigration irrégulière est même devenue un problème important pour une majorité absolue de la population. Cette immigration joue un rôle de liant idéologique pour le développement du populisme en Europe. Dans son discours lors du 34e Congrès bancaire européen du 22 novembre 2024 concernant la fragmentation des marchés des capitaux, la Présidente de la Banque centrale a précisé : "les marchés des capitaux sont le chaînon manquant qui permettra aux Européens de transformer leur épargne abondante en un surcroît de richesses". Les paiements au sein de l'UE ne sont pas harmonisés. Une grande partie de l'épargne européenne est "exportée" en dehors de la

zone euro tandis que les États et les entreprises européennes se procurent une grande fraction de leurs emprunts auprès d'investisseurs non-résidents. Il faut donc repenser totalement la manière de relier en Europe l'épargne et l'investissement. L'épargne des Européens doit financer la croissance européenne. Les excédents d'épargne des pays riches (Allemagne, France, etc.) doivent profiter aux pays pauvres. Cette épargne doit être dirigée immédiatement vers des investissements productifs dans la transition écologique, etc. Pour assurer la défense collective de l'UE, les Européens comptent sur l'Otan. Pour la sécurité culturelle (immigration) chaque pays et même chaque parti joue sa propre musique. La musique circule plus facilement que les personnes. On dit toujours que c'est dans les crises que l'intégration européenne progresse : Europe : la politique budgétaire peut-elle sauver la démocratie libérale ? La démocratie libérale est aujourd'hui menacée par des rivaux puissants externes et des rivaux internes. À Washington Mario Draghi plaide pour une nouvelle politique économique européenne. Faut-il plus d'investissements collectifs dans une économie moins mondialisée et plus citoyenne ? Europe : l'union des marchés des capitaux et la création de produits d'épargne européens. La France souhaite créer un produit d'épargne européen pour investir dans la transition écologique, etc. Elle souhaite lancer l'union des marchés des capitaux sur une base volontaire. L'Europe ou un ensemble de pays européens peuvent-ils régir les chocs asymétriques qui affectent les pays membres d'une façon hétérogène ? L'Europe a besoin d'argent alors que la productivité est en train de s'effondrer. Depuis plusieurs années, l'Europe est confrontée à des lourds enjeux financiers. La croissance de la productivité de l'UE a pris du retard, entraînant un déclin de la troisième économie mondiale. Où réside la racine du problème et quelles sont les solutions possibles ? L'avenir de l'Europe... ou comment financer 800 milliards d'euros par an sans aggraver les dettes publiques des États. Mario Draghi, ancien président de la Banque centrale européenne, propose un remède qui reste dans la théorie de l'économie orthodoxe. Il préconise des investissements à hauteur de 800 milliards d'euros par an, dont une large partie serait de l'argent public. Dans un contexte d'insuffisance budgétaire, n'y a-t-il pas d'autres solutions exemptes d'endettements excessifs ? Face aux États-Unis, quelle indépendance économique de l'Europe ? Repousser les défis des puissances révisionnistes notamment la Russie et la Chine et préserver l'ordre international ; affronter l'agressivité des États-Unis ; l'Europe peut-elle saisir l'occasion pour devenir la deuxième grande puissance économique mondiale ? L'UE a déjà raté le fédéralisme. Elle s'apparente à une confédération mais avec des zones hétérogènes. Chaque État conserve sa souveraineté mais met en commun le reste de ses compétences. C'est peut-être une étape avant le fédéralisme si tous les membres se réveillent pour aller plus loin et plus rapidement vers une économie saine et écosociale (écologique, sociale et citoyenne) et éviter un clone de Trump en Europe.

Source : La Tribune.fr, publié le 28/04/25

PROJET
D'INTERCONNEXION
ÉGYPTE – GRÈCE
**La BERD financera les
études initiales**

L'Europe cherche à sécuriser son approvisionnement énergétique tout en accélérant sa transition verte. Dans ce contexte, les interconnexions électriques transcontinentales, avec l'Afrique du Nord notamment, prennent une dimension stratégique. La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a signé un accord de subvention avec Elica Interconnector, filiale du groupe Copelouzos, pour appuyer le projet d'interconnexion électrique entre l'Égypte et la Grèce (GREGY). Ce dernier prévoit l'installation d'un câble sous-marin de 950 km pour acheminer l'électricité renouvelable d'Égypte vers la Grèce, puis vers le reste de l'Europe. Annoncé le mercredi 30 avril, le financement de la BERD dont le montant n'a pas été précisé, permettra de réaliser deux études préliminaires. Il s'agit d'une étude de tracé optimal pour le câble (Desktop Study) et d'une analyse technico-économique approfondie. Ces travaux poseront les bases du développement technique et financier du projet. « Cette étape importante renforce notre engagement en faveur de la sécurité énergétique de l'Europe, de la transition verte et de la coopération régionale » souligne le communiqué de Copelouzos. Le projet GREGY a officiellement été inscrit sur la liste des projets d'intérêt mutuel de l'Union européenne, confirmant ainsi son importance stratégique pour l'intégration des marchés énergétiques euro-africains.

Le samedi 25 janvier 2025, le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a réaffirmé le soutien du Caire à cette interconnexion lors d'une rencontre avec Dimitrios Copelouzos, président du groupe Copelouzos. À cette occasion, les plans de mise en œuvre du projet ont été présentés, incluant l'installation en Égypte de parcs solaires et éoliens d'une capacité combinée de 9,5 GW.

MAURITANIE – TUNISIE

Rencontre d'exploration des opportunités d'investissement sur le marché national

La Région de Nouakchott, en partenariat avec le laboratoire d'excellence tunisien et le Centre des femmes arabes pour la formation et la recherche, a organisé, à Nouakchott, une rencontre d'exploration des opportunités d'investissement sur le marché mauritanien pour les PME et les start-ups tunisiennes.

La rencontre vise à soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) et à ouvrir de nouveaux horizons aux start-up dans le cadre d'un développement conjoint en tant qu'événement économique où les expertises et les compétences se rencontrent pour échanger les connaissances et les expériences. Dans son allocution à cette occasion, la Présidente de la Région de Nouakchott, Mme Fatimetou Mint Abdelmalek, a indiqué que cette manifestation, avec ses opportunités de mieux connaître le marché mauritanien et de nouer des partenariats prometteurs pour notre jeunesse, s'inscrit au cœur des priorités du programme électoral de S.E. le Président de la République, Mohamed Ould Cheikh eL Ghazouani, qui a fait de ce mandat un mandat de la jeunesse et par la jeunesse, soulignant l'engagement de la région à créer un environnement propice à l'échange et à l'innovation, à soutenir l'expansion régionale et inter-

nationale des entreprises et à renforcer les liens entre les pays de l'Afrique du Nord. A la fin de son discours, elle a remercié le Tunisian Excellence Lab et le Centre des femmes arabes pour la formation et la recherche (Cawthar) pour leur aspiration à se connecter au tissu économique mauritanien en mettant l'accent sur des secteurs stratégiques tels que la numérisation, le bâtiment et les travaux publics, la santé, l'enseignement supérieur et les industries agroalimentaires. Mme Hayam Qaaloul, présidente du Centre des femmes arabes pour la formation et la recherche (CAWTHAR), a affirmé que le Centre travaille à l'autonomisation globale des femmes, en plaçant l'autonomisation économique au cœur de ses priorités, en particulier dans les pays arabes et africains, et grâce à une approche intégrée visant à réduire les écarts dans l'accès aux ressources et à promouvoir l'inclusion économique des femmes dans di-

vers secteurs. Elle a ajouté que le travail du Centre Cawthar repose sur trois piliers principaux : faciliter l'accès au financement et le soutien à l'entrepreneuriat, promouvoir le leadership transformateur des femmes, protéger l'environnement et assurer une distribution équitable des ressources naturelles, notant que le Centre met en œuvre des programmes et des initiatives dans un certain nombre de pays ciblant les femmes, les jeunes et les institutions de soutien à l'entrepreneuriat afin de renforcer leurs capacités et de les intégrer dans le mouvement économique local, régional et international. La réunion, à laquelle a participé un groupe d'investisseurs et d'activistes économiques, constitue un pas vers le renforcement de la coopération économique et la construction de partenariats innovants entre les représentants de la Mauritanie et de la Tunisie.

AVEC 900 MD D'ÉCHANGES

La Tunisie dynamise son partenariat avec le Canada

Les échanges bilatéraux entre la Tunisie et le Canada ont atteint 900 millions de dinars (MD) en 2024, le Canada représente le 2ème client de la Tunisie en Amérique du Nord après les USA. Les exportations tunisiennes vers ce pays ont augmenté de 62% en 2024 par rapport à 2023, atteignant une valeur de 596.8 millions de dinars, tandis

que les importations ont baissé de 68% pour atteindre environ 206 millions de dinars. La balance commerciale est excédentaire en faveur de la Tunisie atteignant un taux de couverture record de 240% grâce à aux exportations de l'huile d'olive qui ont augmenté de 63% en 2024. Du 29 avril au 1er mai 2025, la Tunisie a marqué sa présence au SIAL Canada, l'un

des rendez-vous majeurs de l'agroalimentaire en Amérique du Nord, en participant à l'édition torontoise de ce salon international de l'innovation et de l'alimentation. Coordonnée par le Centre de Promotion des Exportations (CEPEX), en collaboration avec l'Ambassade de Tunisie à Ottawa, cette initiative a permis de promouvoir les produits phares du terroir tunisien auprès d'un public

professionnel venu de plus de 70 pays. D'après le CEPEX, le salon a attiré plus de 21 000 visiteurs professionnels et réuni plus de 1 000 exposants représentant 44 pays, consolidant ainsi son statut de plateforme incontournable pour les échanges commerciaux dans le secteur agroalimentaire.

OMAN

Pose de la première pierre d'une usine de GNL de TotalEnergies

La première pierre de l'usine de gaz naturel liquéfié (GNL) Marsa LNG a été posée jeudi à Oman, un site qui doit notamment servir à alimenter le transport maritime, ont annoncé TotalEnergies et son partenaire local, la compagnie OQEP. "La production de GNL devrait démarrer au premier trimestre 2028 et sera en priorité destinée à répondre au marché des carburants marins (soutage de GNL) dans le Golfe", précisent dans un communiqué les groupes français et omanais. "Marsa est un projet véritablement in-

novant. Petit projet, un million de tonnes d'énergie, mais entièrement électrifié. On parle de décarbonation, on parle d'électrification. Ici, c'est une réalité", s'est félicité le PDG de TotalEnergies, Patrick Pouyanné, lors de la cérémonie d'inauguration. Cette annonce intervient un an après la décision finale d'investissement pour cette usine de liquéfaction, d'une capacité d'un million de tonnes de GNL par an, située dans le nord du sultanat. L'installation est construite par une coentreprise de TotalEnergies (80%),

qui revendique la place de troisième acteur mondial du GNL, et OQEP (20%). "Bénéficiant d'un emplacement idéal à l'entrée du Golfe, le site de Marsa LNG a été choisi pour établir le premier hub de soutage de GNL marin du Moyen-Orient", soulignent les deux partenaires. Selon eux, l'utilisation du GNL pour le transport maritime permet de réduire d'environ 20% les émissions de gaz à effet de serre par rapport au fioul. L'utilisation de ce gaz est toutefois contestée par certains experts et défenseurs de l'environnement. L'ONG

européenne Transport et environnement estime ainsi que les entreprises ont "mis sous le tapis un énorme problème, à savoir les fuites de méthane", puissant gaz à effet de serre, qui "concernent les navires utilisant le GNL et les infrastructures terrestres associées à la production, au transport et au stockage". TotalEnergies et OQEP affirment par ailleurs que Marsa LNG, fonctionnant à l'électricité et associée à un parc solaire, sera "l'une des usines de GNL ayant la plus faible intensité carbone au monde".

CAMEROUN

Le pays renforce son engagement contre la pêche illégale

Le Cameroun s’efforce depuis quelques années de lutter contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN). Le pays publie une liste annuelle des navires étrangers autorisés à pêcher dans ses eaux.

Le ministère camerounais de l’Élevage, des Pêches et des Industries animales a signé le mardi 29 avril l’adhésion du pays à la Charte mondiale pour la transparence dans la pêche. Il s’agit d’un pacte international visant à renforcer la transparence dans le secteur de la pêche, afin de favoriser des pratiques durables, légales et éthiques. Par cette charte, le Cameroun s’engage à tout mettre en œuvre pour garantir que les produits de la mer ne soient pas liés à la pêche illégale ou à des violations des droits humains. Avec environ 400 km de côtes, le pays d’Afrique centrale compte plus de 212 000 pêcheurs et une production estimée en 2022 à près de 300 000 tonnes de poissons par l’Organisation des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO), dont 84% proviennent de la pêche artisanale. Cependant, selon l’Environmental Justice Foundation (EJF), une organisation internationale de lutte contre la pêche illicite et non

déclarée, le secteur est menacé par la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) souvent pratiquée par des chalutiers étrangers. « Les membres d’équipage des chalutiers industriels pêchant dans les eaux camerounaises ont signalé à plusieurs reprises des cas de maltraitance à bord » relaie Investir au Cameroun. Irène Guy Mimbang, conseillère technique au MINEPIA, a déclaré : « Si la transparence n’est pas une fin en soi, elle constitue un levier essentiel pour lutter contre la pêche INN, au bénéfice des populations et des acteurs économiques respectueux des règles. Nous reconnaissons qu’il s’agit d’un combat de longue haleine et nous nous engageons à relever ces défis ». Quant à Steve Trent, DG et fondateur de l’EJF, il a salué ce « soutien massif à la Charte mondiale, qui montre que le Cameroun s’efforce de promouvoir une pêche durable, légale et éthique. Ce sont les communautés côtières et les pêcheurs camerounais

qui en bénéficieront le plus, car leurs moyens de subsistance et leur sécurité alimentaire seront renforcés. Cette démarche aura également des répercussions positives à l’échelle mondiale. Nous saluons vivement cette décision et ce leadership, tout en soulignant qu’il reste du travail à accomplir ». Depuis quelques années, le Cameroun tente de démontrer sa volonté de lutter contre la pêche INN. En témoigne la publication annuelle d’une liste des navires étrangers autorisés à pêcher dans ses eaux. Toutefois, dans un rapport publié en 2024 sur la situation de la pêche dans le pays, l’EJF constatait que « fin 2023, plusieurs chalutiers semblaient pêcher activement dans les eaux camerounaises sans figurer sur la liste des navires autorisés cette année-là. Selon les registres officiels, ces bateaux n’ont obtenu leur permis de pêche qu’en 2024. Il apparaît qu’ils ont été rebaptisés et ont changé d’opérateur au cours de l’année 2023 ».

FONDS MONDIAL POUR LA NATURE (WWF)

48% de banques subsahariennes n’adoptent pas des pratiques financières durables

Le rapport révèle que les banques sud-africaines et kényanes sont les plus performantes dans le domaine de la finance durable, grâce à des réglementations favorables qui leur permettent de proposer des produits financiers verts. Environ 72% des banques d’Afrique subsaharienne intègrent les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans leurs stratégies de développement, mais près de la moitié d’entre elles (48%) ne s’engagent pas à mettre en œuvre des pratiques financières durables, selon un rapport publié ce mercredi 30 avril 2025 par le Fonds mondial pour la nature (WWF).

Intitulé « Sustainable Banking Assessment for Africa 2024 », le rapport évalue l’intégration des critères ESG dans les stratégies de croissance, les engagements à mettre en œuvre des pratiques financières durables, le degré d’application effective de ces engagements au sein de 25 banques opérant dans huit pays : le Cameroun, le Gabon, le Kenya, la Namibie, l’Afrique du Sud, la Tanzanie, la République démocratique du Congo (RDC) et la Zambie. Cette évaluation s’appuie sur 11 indicateurs et 78 sous-indicateurs répartis regroupés en six piliers : objectifs (l’engagement stratégique des banques en faveur de la durabilité),

politiques (l’existence et la qualité des politiques liées aux questions environnementales et sociales), processus (mise en œuvre des mesures qui gèrent les risques et les opportunités en matière des politiques environnementales et sociales), personnels (les capacités humaine et les structures de gouvernance pour gérer les responsabilités liées aux politiques environnementales et sociales), produits (le développement de produits et services financiers durables) et portefeuilles (l’alignement des portefeuilles des banques sur les objectifs de développement durable, tels que les engagements à atteindre l’objectif de zéro

émission nette). Outre l’enquête menée auprès des banques étudiées, dont Standard Bank (Afrique du Sud) Equity Bank (Kenya), Cooperative Rural Development Bank (Tanzanie), Zambia National Commercial Bank (Zambie), Trust Merchant Bank (RDC) Afriland First Bank (Cameroun), la BGFIBank (Gabon) et Bank of Windhoek (Namibie), les établissements bancaires opérant dans chacun des pays couverts par le rapport sont évalués sur une échelle allant de 0 (absence d’intégration et de mise en œuvre des critères ESG) à 100 (intégration et application optimale des critères ESG).

TANZANIE

Dar Es Salem ambitionne de quadrupler sa production de café d’ici à 2030

La Tanzanie est le troisième producteur de café en Afrique après l’Éthiopie et l’Ouganda et au coude à coude avec la Côte d’Ivoire. Le pays qui souhaite augmenter sa contribution dans l’approvisionnement mondial au cours des cinq prochaines années, mobilise des investissements dans la filière. En Tanzanie, le gouvernement vise une production de 300 000 tonnes de café d’ici à 2030, soit un niveau presque quatre fois plus élevé que la récolte de 84 000 tonnes attendue au terme de la campagne 2024/2025. C’est dans le cadre de cette ambition que l’Office du Café (TCB) et l’Autorité de Régulation des Céréales et autres Produits (COPRA) ont signé, le 25 avril dernier, des protocoles d’accord avec l’américain Corus International, une organisation confes-

sionnelle qui regroupe diverses entités spécialisées pour promouvoir, aux côtés des acteurs locaux, un développement durable et autonome dans les régions du Sud global. Dans un communiqué publié sur son site, l’organisation précise que ces conventions portent sur la mobilisation d’un financement total de 30 millions \$ pour élaborer et mettre en œuvre les stratégies nationales visant à accroître la production de café et de cacao en Tanzanie. Un aspect critique du projet consiste à assurer la traçabilité de la production, de la ferme jusqu’au port, par l’enregistrement des producteurs, la cartographie des parcelles et l’évaluation des risques de déforestation et de durabilité environnementale, afin d’accompagner les efforts du gouver-

nement pour se conformer au Règlement européen sur la déforestation (EUDR). « En augmentant la productivité et en respectant les normes des marchés internationaux, cet effort vise à positionner le café et le cacao tanzaniens comme des produits compétitifs et de haute qualité sur la scène mondiale. Le projet entend également créer des opportunités de valorisation locale tout en stimulant la création d’emploi », peut-on lire dans le communiqué. Globalement, l’objectif d’atteindre une production annuelle de 300 000 tonnes de café traduit la volonté de la Tanzanie de se rapprocher du niveau de l’Ouganda, deuxième producteur africain derrière l’Éthiopie. Si ce plan aboutit, il pourrait rebattre les cartes au sein du marché africain, permettant à la

Tanzanie de dépasser la Côte d’Ivoire et de renforcer son poids dans les négociations régionales et internationales sur la fève. Par ailleurs, le projet engagé en partenariat avec Corus International inscrit le pays sur une trajectoire favorable pour honorer les engagements pris lors du 3ème sommet du G25 sur le café en Afrique, organisé à Dar es Salaam du 21 au 22 février dernier. À l’issue de cet événement, les pays producteurs du continent se sont fixé pour objectif de porter leur part totale dans la production mondiale de café à 20 % d’ici à 2030, contre 11 % actuellement. Selon les dernières projections formulées par le Département américain de l’Agriculture (USDA), la production mondiale de la fève devrait s’établir à 10,5 millions de tonnes en 2024/2025.

NIGERIA

Bénéfice net trimestriel en hausse de 20,7% pour Zenith Bank

Zenith Bank Nigeria affiche de solides performances au 1er semestre 2025, malgré un contexte judiciaire pesant mais sans impact majeur. Au cours du premier trimestre 2025, le groupe bancaire nigérian, Zenith Bank, a affiché un bénéfice après impôt de 311,8 milliards de nairas (194,4 millions de dollars), soit une augmentation de 20,7% par rapport à 258,3 milliards de nairas réalisés au cours de la même période en 2024, selon le rapport financier trimestriel non audité publié par la banque. Cette performance du groupe a été soutenue par une augmentation remarquable d’environ 92,9% des revenus nets d’intérêts, s’élevant à 591,1 milliards de nairas, grâce notamment à la croissance du portefeuille de prêts et d’avances. Les prêts et avances ont progressé de 16,2%, atteignant un total de 10 051 milliards de nairas. De même, les dépôts des clients ont enregistré une augmentation de 35,2%, atteignant 22 682 milliards de nairas, témoignant de la confiance continue des épargnants et des entreprises envers la banque. Le total des actifs de Zenith Bank a enregistré une hausse de 33,5% sur un an, atteignant désormais 32,4 milliards de nairas. Ces résultats solides sont d’autant plus notables que Zenith Bank fait face à plusieurs procédures judiciaires concernant ses activités bancaires régulières. Selon les déclarations réglementaires de la banque, l’ensemble des réclamations financières s’élève à 1340 milliards de nairas contre 1300 milliards de nairas à fin 2024. Cependant, l’établissement financier a précisé que cette situation juridique n’a pas eu un impact significatif sur ses performances financières et ses opérations.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Le cercle des incorrigibles optimistes

Les marchés actions restent portés par l'espoir d'un apaisement dans la guerre commerciale déclenchée par les États-Unis et par la conviction que la Réserve fédérale devra abaisser ses taux plus vite que prévu pour contrer le ralentissement de l'économie américaine. Les investisseurs observent bien l'impact négatif des surtaxes sur les résultats et la visibilité des entreprises, ainsi que la dégradation des indicateurs macroéconomiques, mais misent sur le fait que le pire est désormais derrière eux.

Tops / Flops de la semaine

Tops :
Toyota Industries +25,78 % : selon Bloomberg, Toyota Motors envisagerait de racheter intégralement sa filiale Toyota Industries, une rumeur qui a agité la Bourse de Tokyo.
DSV +15,86 % : le spécialiste danois de la logistique a publié de bons résultats cette semaine, accompagnés de l'annonce officielle de la finalisation du rachat de Schenker, filiale logistique de la Deutsche Bahn.
Rheinmetall +13,67 % : le chiffre d'affaires du groupe allemand de défense a bondi de 46% au premier trimestre, bien au-delà des attentes des analystes. Rheinmetall a également confirmé ses objectifs pour l'ensemble de l'année, grâce à un carnet de commandes record de 62.6 milliards d'euros.
Xiaomi +11,32 %: le groupe chinois poursuit sa belle dynamique en Bourse cette semaine. Le groupe surfe aussi sur la vague de l'intelligence artificielle avec le lancement de son propre modèle de langage open-source, MiMo.
Microsoft +11,08 % : le géant de la Tech reprend son statut de première capitalisation mondiale à Apple. La croissance des résultats est provenue comme souvent du cloud Azure. Le groupe tire nettement profit du dynamisme de l'intelligence artificielle dans l'ensemble de son offre.
Airbus +0,11 % : Les résultats trimestriels sont sortis cette semaine pour le groupe aéronautique. Le groupe signe un bon trimestre, avec un bénéfice net en hausse de 33%. Le groupe confirme ses objectifs pour 2025 : la livraison de 820 appareils et une génération de trésorerie de 4,5 milliards d'euros, hors effets douaniers.
Capgemini +9,61 % : le groupe français de services informatiques surprend positivement en annonçant une baisse d'activité moins marquée qu'attendu, mettant fin à une série de publications décevantes.
Meta +9,09 %: la maison mère de Facebook et Instagram a vu ses revenus publicitaires progresser au cours du dernier trimestre, notamment grâce aux outils d'IA, qui séduisent les annonceurs. Le prix moyen des publicités a ainsi bondi de 10 %, un rythme bien supérieur aux projections. L'entreprise a également relevé ses prévisions de dépenses d'investissement pour 2025, désormais dans une fourchette de 64 à 72 milliards de dollars.

Flops
Evolution AB -17,3 % : le développeur de jeux de casino a chuté de près de 20% mercredi après avoir présenté des chiffres bien inférieurs aux attentes. Le groupe a souffert des fluctuations des taux de change, de mesures prises en Asie pour répondre aux activités cybercriminelles et de l'impact des exigences réglementaires sur plusieurs marchés en Europe.
Super Micro Computer -7,57 % : le fabricant de serveurs dédiés à l'IA a revu à la baisse ses prévisions pour le troisième trimestre fiscal, dont les résultats sont attendus la semaine prochaine.
Associated British Food -6,95 % : la division sucre pèse sur le conglomerat britannique à cause de la faiblesse persistante des prix en Europe. Le contexte commercial devrait être difficile lors de la seconde partie de l'exercice même si le groupe note quelques signes d'amélioration ces dernières semaines. Avec Primark, la division prêt-à-porter fonctionne tout de même bien.

Qualcomm -5,89 %: les prévisions du fabricant de puces ont déçu les investisseurs. Pour le trimestre en cours, Qualcomm anticipe un chiffre d'affaires de 10.3 milliards d'euros, en dessous des attentes des analystes. L'entreprise pointe une demande morose pour ses semi-conducteurs destinés aux smartphones.
Glencore -8,03 % :le géant minier a vu son action chuter cette semaine, plombée par une production inférieure aux attentes. Le cuivre déçoit particulièrement, avec un recul de 30% sur un an. Les marchés espéraient que le groupe suisse tirerait parti de la volatilité des matières premières. Il n'en est rien : Glencore se contente de confirmer ses prévisions d'EBIT pour 2025, alors que les investisseurs tablaient sur mieux.
Eli Lilly -6,89 % : le spécialiste des médicaments amaigrissants avait besoin de présenter des résultats exceptionnels pour conserver sa valorisation et maintenir la narration positive qui l'entoure. Les chiffres sont globalement impressionnants et meilleurs que prévu. Mais les ventes du Zepbound, le traitement amaigrissant phare de la société, ont un peu refroidi le marché.
Adidas -4,75 % : le groupe allemand a dépassé les attentes au premier trimestre, avec des revenus solides et un bénéfice net en forte progression. Les marchés ont été déçus des prévisions annoncées. Ne produisant rien aux États-Unis, adidas est sous "menace tarifaire" à hauteur de 20% de son chiffre d'affaires
Take-Two -2,61 % : le studio américain déçoit en annonçant le report de GTA 6, sans doute le jeu vidéo le plus attendu de la décennie.
Apple -1,88 % : malgré une publication solide et plusieurs tentatives pour rassurer, la firme de Cupertino reconnaît subir un fort impact lié aux nouveaux droits de douane.

Matières premières
Energie : Les menaces de nouvelles sanctions américaines contre les acheteurs de pétrole iranien ont créé du mouvement sur le marché. Donald Trump a déclaré que toute transaction avec l'Iran entraînerait des sanctions, ce qui tend à freiner la dépression des prix pétroliers, en baisse tout de même d'environ 6% cette semaine. Par ailleurs, l'offre pétrolière devrait augmenter prochainement, suite aux annonces de l'OPEP+. Cette décision résulte en partie d'une volonté de punir des membres qui ne respectent pas leurs quotas de production, mais aussi de tenter de capturer des parts de marché. Enfin, les craintes d'une guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, ajoutées à un ralentissement économique américain, pèsent aussi sur la demande de pétrole. Le pétrole s'échange ainsi en baisse, à 61,60 5 USD pour le Brent et 58,70 USD pour le WTI.
Métaux : L'annonce de la Chine concernant l'évaluation des discussions commerciales avec les États-Unis a stimulé l'espoir d'une réduction des droits de douane, boostant le prix des métaux industriels. Le cuivre à trois mois sur le London Metal Exchange progresse à 9389 USD la tonne métrique. Du côté des métaux précieux, l'or perd un peu de terrain à 3250 USD malgré le soutien d'un environnement économique instable. À ce jour, l'or enregistre une hausse de plus de 23% depuis le 1er janvier, soutenue par la volatilité des marchés et les achats des banques centrales.
Produits agricoles : Sur le marché du blé, les contrats à terme à Chicago observent sont

stables après avoir récemment atteint des points bas notables. Les prévisions de précipitations récentes ont amélioré les conditions du blé d'hiver, et un temps chaud et sec devrait favoriser les semis de blé de printemps. Le boisseau de blé s'échange à 545 cents (échéance juillet 2025).
Macroéconomie
Ambiance : Noyé dans les chiffres. Comme si l'avalanche de résultats d'entreprise ne suffisait pas, les investisseurs ont aussi eu droit à une pluie de statistiques macro. En Europe, les chiffres de croissance du premier trimestre se sont révélés un peu meilleurs qu'attendus, ce qui n'occulte pas les craintes pour le reste de l'année.
Aux Etats-Unis, le PIB s'est contracté pour la première fois en trois ans. Un recul de 0.3% au premier trimestre qui s'explique essentiellement par la contribution négative du commerce, alors que les entreprises américaines ont importé le plus possible de biens avant l'entrée en vigueur des droits de douane. Les investisseurs ont aussi pris connaissance de différentes statistiques d'inflation. Mais celles-ci ne permettent pas vraiment d'y voir plus clair, l'impact des droits de douane n'étant pas encore intégré. Du côté de l'emploi, les différents indicateurs publiés cette semaine montrent que le marché du travail est toujours résilient, tandis que les pressions salariales s'atténuent.
Enfin, la Banque du Japon a laissé ses taux directeurs inchangés, alors que la guerre commerciale a assombri les perspectives de l'économie japonaise, très dépendante des exportations. La Banque du Japon a ainsi divisé par deux sa prévision de croissance pour 2025.
Crypto : Le bitcoin (BTC) poursuit sa dynamique positive et signe une quatrième semaine consécutive de progression. Le crypto-actif gagne 3,5% sur la semaine et franchit à nouveau le seuil des 97 000 dollars.

Un mouvement soutenu par plus de 1,1 milliard de dollars d'entrées nettes enregistrées dans les ETF Bitcoin Spot aux États-Unis. Cette tendance s'explique notamment par les signes d'apaisement sur le front de la guerre commerciale initiée par Washington, mais surtout par les anticipations de baisse des taux directeurs de la Réserve fédérale, un environnement historiquement favorable aux crypto-actifs. Du côté de l'éther (ETH), la remontée est également notable : +3,8% depuis lundi, pour un cours qui se rapproche des 1 850 dollars. Mais cette reprise reste modeste à l'échelle de l'année. L'ETH affiche encore un recul de 45% depuis janvier, et se négocie 62% en dessous de son record historique de 4 800 dollars atteint en 2021. Un écart qui illustre une préférence marquée des investisseurs pour le bitcoin, le leader incontesté du marché, au détriment de son dauphin. La semaine prochaine, tous les regards seront tournés vers la Fed. Si un statu quo est attendu, les investisseurs écouteront avec attention les commentaires de Jerome Powell mercredi soir, alors que celui-ci est sous la pression de la Maison-Blanche pour baisser davantage les taux. Néanmoins, il est probable qu'il réitère la position de la Fed, selon laquelle davantage de données, et donc de temps, sont nécessaires avant de procéder à un nouvel ajustement monétaire. Jeudi, ce sera au tour de la Banque d'Angleterre de rendre sa décision. Une nouvelle baisse de taux de 25 points de base est attendue, conformément à son approche d'un assouplissement "graduel et progressif." Du côté des entreprises, le rythme de publications de résultats se calme mais reste soutenu. Berkshire Hathaway, Palantir, AMD, Walt Disney et Uber sont attendus aux Etats-Unis. En Europe, Novo Nordisk, AXA, Zurich Insurance ou encore AB Inbev dévoileront leurs chiffres. Le weekend arrive à point nommé pour reprendre du souffle après le rallye haussier.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 02 Mai 2025 Valeur : 06 Mai 2025				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		
1	EUR	EURO		
1	GBP	POUND STERLING		
100	JPY	JAPANESE YEN		
1	CNY	CHINESE YUAN		
1	CHF	SWISS FRANC		
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		
1	DKK	DANISH KRONE		
1	SEK	SWEDISH KRONA		
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		
1	AED	UAE DIRHAM		
1	SAR	SAUDI RIYAL		
1	KWD	KUWAITI DINAR		
1	TND	TUNISIAN DINAR		
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		
1	LYD	LIBYAN DINAR		
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		

GUERRE COMMERCIALE

L'Europe suggère une offre de 50 milliards d'euro au Etats Unis pour résoudre le problème

Face aux nouveaux droits de douane imposés par Donald Trump, le commissaire européen au Commerce a déclaré que l'UE envisageait d'augmenter de 50 milliards d'euros ses achats de produits américains.

L'Union européenne envisage d'augmenter de 50 milliards d'euros ses achats de produits américains, afin de résoudre le "problème" de ses relations commerciales avec Washington, explique le commissaire européen en charge du Commerce, Maros Sefcovic, dans un entretien avec le Financial Times mis en ligne jeudi. "Si nous considérons que le déficit s'élève à 50 milliards d'euros, je pense que nous pouvons vraiment (...) résoudre ce problème très rapidement grâce aux achats de GNL [gaz naturel] ou certains produits agricoles comme le soja", déclare Maros Sefcovic dans cet entretien. L'UE est en pleines négociations avec l'administration américaine pour obtenir la levée de droits de douane imposés par Donald Trump. Des surtaxes américaines de 25% sur les automobiles, l'aluminium et l'acier sont déjà entrées en vigueur ainsi qu'une surtaxe douanière de 10% sur l'ensemble des autres produits.



Donald Trump accuse l'Europe d'entretenir un énorme déficit commercial avec les États-Unis, qu'il évalue à plusieurs

centaines de milliards de dollars. Mais selon l'UE, ce déficit est en fait limité à 50 milliards d'euros, si l'on prend en compte les services. Un "niveau très élevé" Interrogé sur le fait de savoir s'il accepterait un prélèvement de 10% comme plancher dans les négociations commerciales, Maros Sefcovic a assuré que l'UE considérerait cela comme un "niveau très élevé", suggérant que l'UE ne se contenterait pas d'un accord qui maintiendrait les droits de douane à ce niveau. Il sera "très difficile" de parvenir à un accord qui soit "clairement bon et acceptable pour nos États membres et notre Parlement européen", avertit encore Maros Sefcovic. Les négociations commerciales sont de la compétence de la Commission européenne. Une fois un accord conclu, celui-ci doit encore être approuvé par les 27 États membres et ratifié par le Parlement européen.

ETATS UNIS

Le Wall Street Journal appelle Donald Trump à «suivre la voie de Mitterrand»

Le quotidien économique américain, qui reflète bien l'opinion des milieux d'affaires, espère que, comme le président français dans les années 1980, le locataire de la Maison Blanche va abandonner une politique malavisée quelques mois après sa mise en place. Le pire est-il passé ? C'est l'espoir ténu auquel se raccrochent les milieux économiques après les cent jours de Donald Trump, lequel a

déclenché la défiance et un chaos indescriptibles avec sa guerre commerciale et provoqué une chute de près de 10 % du dollar face à l'euro. Le Wall Street Journal en est tellement abasourdi qu'il invoque les mânes d'un Français, socialiste qui plus est, François Mitterrand. En tant qu'abonné, vous pouvez offrir jusqu'à cinq articles par mois à l'un de vos proches grâce à la fonctionnalité « Offrir un article ».

Est-ce le moment Mitterrand de Trump ? », titre le comité éditorial du Wall Street Journal le 23 avril. « Les lecteurs d'un certain âge se souviendront de l'arrivée au pouvoir du président socialiste français en 1981, promettant un programme d'extrême gauche de contrôle de l'économie privée par l'Etat. La réaction du marché fut brutale. En un an, il mit le socialisme en pause et, en 1983, il en avait abandonné la ma-

jeure partie. Il accomplit ensuite deux mandats », écrit le quotidien qui appelle le président, en perte de vitesse dans l'opinion sur fond de crainte de récession, à suivre cette voie. « Mieux vaut tenir compte des sondages et du verdict d'Adam Smith [économiste écossais du XVIIIe siècle théoricien de la main invisible du marché], et suivre la voie de Mitterrand vers la survie politique », conclut-il

LE PIB ITALIEN ACCÉLÈRE

+0,3 % au premier trimestre 2025

L'Istat certifie une croissance positive pour le premier trimestre, meilleure que celle des autres pays européens. Le ministre de l'Économie et des Finances a déclaré ceci : Giancarlo Giorgetti, commentant les données de ce matin. Pour le chef du ministère, il s'agit d'un signal important qui démontre la justesse de nos prévisions et l'efficacité des politiques économiques du gouvernement. Le rapport sur l'estimation préliminaire du PIB pour le premier trimestre

2025 a montré qu'au premier trimestre, le produit intérieur brut (PIB), exprimé en valeurs chaînées avec une année de référence de 2020, corrigé des effets calendaires et corrigé des variations saisonnières, devrait avoir augmenté de 0,3 pour cent par rapport au trimestre précédent et de 0,6 pour cent par rapport au premier trimestre 2024. Le premier trimestre 2025 a compté un jour ouvrable de moins que le trimestre précédent et deux jours ouvrés de moins que le premier trimestre

2024. Le changement conjoncturel est la synthèse d'une augmentation de la valeur ajoutée tant dans le secteur de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche que dans le secteur de l'industrie, tandis que les services sont restés stationnaires. Du côté de la demande, on observe une contribution positive de la composante intérieure (brute des stocks) et une contribution négative de la composante extérieure nette. La variation acquise pour 2025 est égale à +0,4 pour cent.

JAPON

Tokyo veut réexaminer tous les droits de douane avant un accord avec Washington

Le négociateur japonais sur les droits de douane américains a déclaré samedi après de nouvelles discussions que seul un réexamen global des mesures tarifaires pourrait mener à un accord avec les États-Unis. Proche allié de Washington et première source d'investissements étrangers aux États-Unis, le Japon est visé depuis début avril à l'instar d'autres pays par des taxes douanières américaines de 10%, mais aussi par des surtaxes de 25% sur l'automobile et l'acier. Or l'automobile représente presque 30% des exportations japonaises à destination des États-Unis. Le Japon est également menacé d'une surtaxe «réciproque» de 24% sur toutes ses exportations, en pause jusqu'à début juillet. Une taxe-plancher de 10% s'applique déjà. De retour au Japon, Ryosei Akazawa a déclaré à des journalistes que les deux parties avaient «progressé» dans leurs discussions, mais que Tokyo rejetait l'idée d'un accord partiel. «Nous leur avons dit que les accords de douane dans leur ensemble étaient regrettables et avons insisté pour qu'ils soient revus», a affirmé le négociateur japonais, ministre de la Revitalisation économique. «Si cette demande n'est pas prise en compte dans un accord global, il n'y a aucune chance pour que nous parvenions à nous entendre», a-t-il ajouté. «Le Japon et les États-Unis restent loin l'un de l'autre et incapables pour l'heure de trouver un terrain d'entente», a également indiqué samedi le Premier ministre Shigeru Ishiba. Il a en outre jugé «regrettable» la décision de l'administration Trump d'imposer 25% de taxe sur l'importation de pièces automobiles, affirmant que son pays pousserait pour qu'elle soit réétudiée.

ROYAUME-UNI

L'activité ralentirait légèrement en 2025

L'activité ralentirait légèrement en 2025, à hauteur de 1,0%, après une croissance de 1.1% en 2024. L'accroissement des investissements en défense au Royaume-Uni et ailleurs en Europe aura un effet positif sur le PIB, mais qui sera a priori compensé à court terme par les conséquences de la guerre commerciale. Le policy mix (combinaison des politiques budgétaire et monétaire) s'annonce plus accommodant, même si ses effets positifs seront limités compte tenu de la baisse très progressive des taux d'intérêt et de la mise en place de règles budgétaires plus contraignantes. L'inflation devrait évoluer encore assez nettement au-dessus de la cible des 2% en 2025, soutenue par la croissance des salaires. Nous prévoyons que la BoE baissera ses taux directeurs au rythme d'une baisse par trimestre en 2025, le taux terminal n'étant pas atteint avant 2026. La politique monétaire resterait donc restrictive en 2025, même si les risques sont plutôt orientés à la baisse.

ALERTE POUR LES UTILISATEURS D'APPAREILS SAMSUNG GALAXY

Le presse-papiers expose vos mots de passe !

Samsung a reconnu une vulnérabilité qui permet la fuite de mots de passe stockés en clair dans le presse-papiers de certains smartphones et tablettes Galaxy, qui expose potentiellement des millions d'utilisateurs à des risques de piratage.

Dans un monde où la sécurité de nos appareils électroniques du quotidien devient primordiale, Samsung a un souci. Le géant sud-coréen a confirmé il y a quelques jours que ses appareils Galaxy stockent les données sensibles copiées dans le presse-papiers en texte brut, sans limitation de temps. Cette faille plutôt inquiétante pourrait exposer les mots de passe et informations confidentielles des utilisateurs à d'éventuelles attaques. Qu'implique donc cette vulnérabilité pour les millions d'utilisateurs concernés ?

Le presse-papiers des Samsung Galaxy, une porte dérobée pour vos données sensibles

C'est un utilisateur du forum communautaire de Samsung, OicitrapDraz, qui a sonné l'alarme mi-avril. Dans un message ensuite relayé par The Register, il s'étonne que le presse-papiers du système d'exploitation One UI sauvegarde « tout en texte brut sans expiration », ce qu'il qualifie à juste titre de « problème de sécurité majeur ». Une préoccupation légitime, particulièrement pour ceux qui utilisent régulièrement des gestionnaires de mots



de passe pour copier leurs identifiants, voire pire, leurs coordonnées bancaires ! La réponse officielle de Samsung n'a fait que confirmer ces craintes. L'entreprise reconnaît que l'historique du presse-papiers dans One UI est géré au niveau système et suggère aux utilisateurs de « nettoyer ma-

nuellement l'historique du presse-papiers » et d'utiliser « des méthodes de saisie sécurisées pour les informations sensibles ». Une solution temporaire qui place plutôt la responsabilité sur l'utilisateur, plutôt que de résoudre le problème à la source. Clément Domingo, aka SaxX, a

d'ailleurs un avis bien tranché sur la question. « Le clavier Samsung (tout comme beaucoup d'autres) sur nos smartphones n'est finalement rien d'autre qu'un "logiciel espion" qui ouvrirait une brèche dans votre vie privée numérique, dit-il sur ses réseaux. En téléchargeant une application d'apparence bénigne, mais avec des droits étendus, celle-ci pourrait récupérer tout le contenu de votre presse-papiers ». One UI, l'interface personnalisée d'Android que Samsung installe sur ses smartphones et tablettes Galaxy, se retrouve un peu au cœur d'une polémique sécuritaire. D'autant plus que la vulnérabilité touche potentiellement des millions d'appareils dans le monde, ce qui laisse leurs utilisateurs exposés à des risques de vol d'informations confidentielles si leur appareil venait à être compromis ou lors d'attaques ciblées.

Comment protéger vos données face à cette vulnérabilité Samsung

En attendant l'arrivée d'un correctif, les utilisateurs peuvent prendre plusieurs mesures préventives. La première consiste à adopter le réflexe de nettoyer régulièrement l'historique du

presse-papiers après avoir copié des informations sensibles. Si elle est un peu contraignante, on vous l'accorde, cette habitude reste la plus efficace pour limiter immédiatement les risques liés à cette faille. Les gestionnaires de mots de passe offrent généralement des fonctionnalités de remplissage automatique qui ne nécessitent pas de copier-coller. Privilégiez ces méthodes alternatives plutôt que le traditionnel copier-coller, et vous aurez une solution viable pour contourner le problème. Certaines applications disposent également de claviers sécurisés intégrés qui évitent le passage par le presse-papiers du système. Samsung a indiqué avoir « partagé la suggestion avec l'équipe appropriée pour considération », ce qui laisse entrevoir la possibilité d'une future mise à jour qui pourrait introduire des options comme l'effacement automatique ou l'exclusion de certaines données du presse-papiers. En attendant, la vigilance reste de mise, car cette faille représente un risque réel, maintenant que les cybercriminels savent que des mots de passe et autres informations sensibles peuvent être disponibles.

Un engin soviétique oublié entre dans sa phase finale... 53 ans plus tard et menace de nous tomber sur la tête

Lancé en 1972, Kosmos 482 devait rejoindre Vénus. Il est resté bloqué en orbite terrestre. Il pourrait retomber sur Terre dans les jours à venir, après plus de 50 ans d'errance. Il s'appelait Kosmos 482. L'Union soviétique l'avait envoyé dans l'espace en 1972, en plein programme d'exploration vers Vénus. Le voyage devait durer quelques mois, mais il n'a jamais commencé. À cause d'un problème de propulsion, la sonde n'a pas quitté l'orbite terrestre. Depuis, une partie de l'engin tourne silencieusement autour de la Terre, comme son cousin Cosmos 2553 qui erre depuis plusieurs mois et fait peur aux USA. Il aura fallu attendre plus d'un demi-siècle pour que la capsule restante refasse surface. Son retour est désormais inévitable. D'après les dernières estima-



tions, elle pourrait effectuer sa rentrée atmosphérique autour du 10 mai. L'endroit exact reste inconnu, et personne ne peut dire si l'objet atteindra le sol ou se désintégrera en vol.

Un vestige de la conquête spatiale soviétique, toujours intact

Kosmos 482 faisait partie d'une série de sondes destinées à explorer Vénus. Lancée depuis Baïkonour, la sonde n'a jamais pu quitter l'orbite terrestre à cause d'un dysfonctionnement de l'étage supérieur de sa fusée. La majorité de l'engin

s'est désintégrée au fil des ans. Seule la capsule d'atterrissage reste en orbite aujourd'hui. D'un diamètre d'environ un mètre, elle était conçue pour supporter la descente dans l'atmosphère épaisse de Vénus. Ce blindage, pensé pour résister à des conditions extrêmes, pourrait lui permettre de survivre au retour dans l'atmosphère terrestre. Selon Marco Langbroek, spécialiste néerlandais du suivi des objets spatiaux, l'objet pourrait atteindre le sol à une vitesse proche de 242 km/h. Le scénario exact dépendra de l'état du bouclier thermique, qui a passé 53 ans à subir les effets de l'espace. D'après Jonathan McDowell, astrophysicien au Harvard-Smithsonian Center, « s'il tient, la capsule pourrait rentrer intacte ». Sinon, elle brûlera à la traversée de l'atmosphère, ce qui reste l'option la plus rassurante.

Un risque réel, mais très limité selon les experts

Le retour de Kosmos 482 se joue entre 51,7 degrés de latitude nord et sud, ce qui couvre une bonne partie de la planète. Cela inclut des régions aussi diverses que Londres, Edmon-ton ou le cap Horn. Mais comme 70 % de la surface terrestre est couverte d'eau, les probabilités de chute en pleine mer restent les plus élevées. Le risque pour la population reste extrêmement faible. « Vous avez plus de chances d'être frappé par la foudre », rappelle Langbroek. À titre de comparaison, plusieurs météorites atteignent le sol chaque année sans faire de dégâts. La capsule soviétique reste donc un cas impressionnant par sa longévité, mais pas par son niveau de menace.

Source : AP

SHANGHAI AUTO SHOW 2025

Démonstration de force

En comparaison de Shanghai, les salons de Bruxelles ou Paris tiennent de la fête foraine de quartier. Pire, quand les constructeurs européens s'époumonent et se ruinent pour rattraper le train de l'électrique, la Chine prépare déjà la prochaine étape !

Le Salon international de l'automobile de Shanghai 2025 s'impose comme le théâtre d'une révolution technologique, où l'intelligence artificielle, l'hydrogène et les carburants alternatifs redéfinissent la mobilité mondiale sur fond de domination en matière de voitures électriques. Depuis sa création en 1985, le Salon de Shanghai s'est imposé comme un rendez-vous incontournable de l'industrie automobile. Organisé tous les deux ans, il alterne avec le Salon de Pékin et reflète l'ascension fulgurante de la Chine sur la scène automobile mondiale. L'édition 2025, qui se tient du 23 avril au 2 mai au Centre national des expositions et des congrès (NECC) de Shanghai, réunit près de 1000 exposants (oui 1 avec trois 0) sur plus de 360.000 m², illustrant la dynamique et l'ambition du marché chinois.

Les marques chinoises en conquête

Le Salon de Shanghai 2025 met en lumière la montée en puissance des constructeurs chinois, qui rivalisent d'innovation pour séduire tant le marché domestique qu'international. Des marques comme BYD, Leapmotor, MG, Changan, Exeed et Denza présentent des modèles électriques et hybrides sophistiqués, dotés de technologies avancées. Notamment, Denza dévoile la Denza Z, équipée d'un système de direction sans liaison mécanique piloté par intelligence artificielle, disponible en versions à toit rigide et décapotable. Par ailleurs, des marques telles que Omoda & Jaecoo, déjà présentes en Europe, renforcent leur stratégie d'expansion internationale en dévoilant des modèles comme le Jaecoo 5 EV et l'Omoda 7 Super Hybrid, affichant une autonomie impressionnante de 1250 km. Car la nouvelle marotte des constructeurs chinois - désireux de séduire leurs compatriotes vivant dans des régions moins bien servies en points de recharge ou aimant voyager au long cours sans s'encombrer d'une pause « branchée » ou ceux qui visent une expansion plus rapide à l'étranger - concerne les « range extenders », comprenez que l'hybride rechargeable est envisagé sous l'angle asiatique avec un moteur thermique qui alimente un groupe motopropulseur électrique pour en augmenter l'autonomie. Une approche qui contraste avec celle des marques européennes qui préfèrent électrifier un moteur thermique pour en réduire les émissions essentiellement. La nuance est d'importance.

Du pareil au même

Certes, seules une infime part de la pléiade de marques chinoises n'a fait le voyage jusqu'en Europe, mais rassurez-vous, vous ne perdez pas grand-chose. Certes, les blasons se multiplient par dizaines, mais concrètement tous proposent une offre très similaires composée de SUV et de berlines « fastback » déclinés façon poupées russes au sein d'une même marque mais également d'un constructeur à l'autre, la forme générale restant la même, seules les signatures lumineuses et... le logo semblant les différencier. Le



design n'est clairement pas le point fort des Chinois. Il en va de même avec les dénominations qui font majoritairement référence au type de carrosserie et au segment de marché. Bref, quand vous en avez vu une, vous les avez vues toutes... Toutefois, elles ne sont pas toutes égales en termes de qualité de fabrication... et sur ce plan, force est de constater que nous héritons sous nos latitudes de certains des meilleurs représentants en la matière.

L'intelligence artificielle et les nouvelles énergies au cœur de l'innovation

L'édition 2025 du Salon de Shanghai est marquée par une intégration poussée de l'intelligence artificielle dans les véhicules. XPENG Motors, par exemple, présente son système "XPENG World Foundation Model", une nouvelle génération de cerveau IA pour véhicules électriques intelligents, renforçant sa position de leader mondial dans les solutions de mobilité basées sur l'IA. Une intelligence artificielle au cœur des attentions de nombreux équipementiers et constructeurs qui présentent des applications particulièrement poussées et pertinentes. Nous vous épargnerons un quelconque développement sur l'attrait de Chinois pour les robots canins ou humanoïdes, mais la maîtrise est là aussi mani-

feste... et un brin angoissante. Nous ne sommes pas pressés d'entrer dans l'ère i-Robot. En matière de nouvelles énergies, la pile à combustible à hydrogène et les carburants alternatifs occupent une place prépondérante. Des prototypes de voitures à hydrogène sont exposés, témoignant de l'engagement des constructeurs dans la diversification des sources d'énergie pour une mobilité plus durable. Notre visite sur le stand de Geely, l'un des acteurs majeurs de l'industrie automobile chinoise et propriétaire de Lotus, Polestar ou Volvo entre autres, révèle que le groupe chinois investit massivement dans ces technologies « alternatives ». Nous vient alors une réflexion : alors qu'ils sont déjà à la pointe en matière de propulsion électrique, qu'il dominent la chaîne d'approvisionnement et la production de batteries, pourquoi diable les Chinois investissent-ils dans l'hydrogène et les e-fuels ? Serait-ce parce qu'ils sont convaincus que l'avenir ne sera pas exclusivement électrique ? Dès lors, ils risquent d'avoir, une fois encore, une guerre d'avance sur le reste du monde.

Les marques européennes à l'assaut du marché chinois

Les constructeurs européens profitent du Salon de Shanghai pour renforcer leur

présence en Chine... ou simplement tenter d'y exister (à nouveau) avec des voitures électriques. Volkswagen dévoile trois nouveaux modèles électriques développés localement : une berline tricorps, un SUV urbain du segment B avec prolongateur d'autonomie, et un SUV 100 % électrique. Amusant, la marque y présente la ID. UNYX 06... qui n'est autre qu'une Cupra Tavascan avec une console centrale de Volkswagen ID.4 ! Audi, en partenariat avec le constructeur chinois SAIC, présente l'E5 Sportback électrique, fruit d'une collaboration stratégique visant à reconquérir le marché chinois et qui arbore un logo inédit composé du nom en toutes lettres (majuscules) en lieu et place des quatre anneaux. Malheureusement, ce modèle basé sur le E Concept n'arrivera pas en Europe (quoiqu'avec Audi, les vérités d'un jour ne soient pas forcément celles du lendemain ces derniers temps). Avec son look extérieur librement inspiré de la première Quattro - qui était exhibée à ses côtés - elle offre un design enfin réellement nouveau au sein de la gamme d'Ingolstadt... Cependant, la gamme classique d'Audi y est également distribuée, mais en versions L à l'empattement étiré pour augmenter l'espace aux jambes à l'arrière. Pas le moins du monde déséquilibrées visuellement, elles nous ont semblé tellement plus intéressantes que « nos » variantes. Surtout pour le Q6 e-tron qui y gagne enfin une habitabilité digne d'une électrique ! Symbole de l'importance du marché chinois, Mercedes y a révélé le concept Vision V. Rien d'étonnant tant les grands monospaces électriques et luxueux y sont nombreux avec notamment la paire Zeekr 009/Volvo EM-90 et le Lexus LM pour reprendre les plus connus en Europe.

Les marques asiatiques : entre tradition et innovation

Les constructeurs japonais et coréens dévoilent également leurs nouveautés. Mazda présente le EZ-60, un SUV compact qui sera commercialisé en version entièrement électrique et hybride rechargeable, avec une introduction prévue en Europe sous le nom de CX-6e. Toyota expose ses modèles bZ5 et bZ7, tandis que Lexus présente la nouvelle génération de l'ES. Ces modèles illustrent l'engagement des marques asiatiques dans la transition énergétique et leur volonté de proposer des véhicules adaptés aux attentes des consommateurs chinois et internationaux. Même stratégie pour Honda et Nissan qui proposent des véhicules spécifiques au marché chinois et généralement réduits à des modèles de constructeurs locaux rebadgés... et parfois redessinés. Le Salon de Shanghai 2025 confirme la position de la Chine comme leader mondial de l'innovation automobile. Entre intelligence artificielle, nouvelles énergies et design audacieux, les constructeurs chinois redéfinissent les standards de la mobilité de demain... sans attendre leurs homologues américains ou européens !

Mots fléchés

Décomposition	↓	Cordialement	↓	Armes blanches	↓	Elle peut être flottante	↓	Cadeaux	↓	L'Estonie	↓	Être spirituel	↓	Scemblable
International	→			Plante herbacée	↓			Imaginaire	↓			Lettres pieuses	→	
	↓													
Exprimer bruyamment		Colère passée	→			Vagabonde	→					Jeu asiatique	→	
	↓					Textile	↓							
	↓													
Cité		Facilement	→									Volcan sicilien	Sorcier	
	↓													
	↓				Spécialité d'Epinal			Sans classement	→					
								Organe d'un sens	↓					
Le plus haut point		Petit parapet		Éloigne	→					Tantale	→			Lettre grecque
	↓									Soucieuse	↓			
	↓					Passereau		Ville du Congo (lieu d'une catastrophe)	→					
								Sélénium	↓					
Plante herbacée	→									Point	→			
Présentateur du Fou du roi	↓				Camarades	→				Avantage	↓			
	↓													
					Pestiféré	→						Calcium	→	
					Impossibles	↓						Sélection	↓	
Cadeau de mariage	Canal salé	→						Au dessous du pH 7	Proie de Grominet	→				Poissons plats
	Soumission	↓												
	↓													
			Un des sept nains		Repaires	→								
SMS		Serpent	→					Commune lombarde	→					
								Capitale de la Russie	↓					
	↓													
					Préfecture du Gard	→						Contes courts	Attacha	
					Note de musique	↓								
Atlantide bretonne		Jeu de société	→							Pronom personnel	→			
	↓													
		Abris rudimentaires	→							Baptisée		Planche de bois	→	
		Suite d'étoiles	↓									Tara	↓	
Bêcheur	→													
Tube chirurgicaux	↓				Députés	Robe indienne	Imita	→						Inventé
	↓													
								Oiseaux migrateurs	→				Une des quatre villes impériales du Maroc	
A cet endroit		Mélangea	→					Avec les autres	→			Francium	→	
		Iridium	↓					Dedans	↓			Soleil divin	↓	
	↓													
			Exacte	→						Pesée	→			
Longue période	→				Primate	→						Enzyme	→	

Démantèlement d’un réseau criminel
spécialisé dans le vol de véhicules à Alger

Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont démantelé des réseaux criminels spécialisés dans le vol de véhicules et de leurs accessoires, activant à travers l'ensemble du territoire national, et récupéré 24 véhicules volés, a indiqué dimanche un communiqué des mêmes services.

Les Enjeux
Quotidien national de l'économie
Eco

Lundi 5 mai 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz



DIPLOMATIE

Le ministre de l'Etat,
ministre des AE reçoit
le vice-ministre
japonais des AE

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a reçu, dimanche au siège du ministère, le vice-ministre japonais des Affaires étrangères, M. Hisashi Matsumoto, en visite officielle en Algérie, indique un communiqué du ministère.

IL A ÉTÉ REÇU PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le Sultan d'Oman entame
une visite d'État en Algérie

Synthèse R.E.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a accueilli dimanche après midi à l'aéroport international Houari-Boumediene (Alger), le Sultan d'Oman, pays frère, Sa Majesté Haitham ben Tariq, qui a entamé une visite d'Etat de deux jours en Algérie.



La visite d'Etat effectuée, en octobre dernier, par le président de la République au Sultanat d'Oman a été sanctionnée par un communiqué commun dans lequel les deux parties ont souligné leur volonté de «poursuivre le développement de la coopération bilatérale dans divers domaines au mieux des intérêts des deux pays et peuples frères».

échanges commerciaux et industriels et de tirer parti des marchés des deux pays et de leur position pour encourager les exportations nationales vers les marchés régionaux et mondiaux». La visite du président de la République au Sultanat d'Oman a, par ailleurs, été couronnée par la signature de huit (8) mémorandums d'entente couvrant des domaines comme la promotion de l'investissement, l'organisation d'expositions, d'événements et de conférences, l'éducation, l'enseignement supérieur, l'environnement et le développement durable, les services financiers, l'emploi, la formation et l'information.

Une marque algérienne d'huile d'olive remporte
deux médailles d'or en Suisse

La marque d'huile d'olive vierge extra "Ardhi", produite dans la wilaya déléguée d'Ain Oussera (au nord de Djelfa), a remporté deux (2) médailles d'or lors d'un concours international organisé dernièrement à Genève, en Suisse, a-t-on appris, dimanche, du bénéficiaire de cette distinction.

marque "Ardhi" aux compétitions du groupe suisse du concours européen international de l'huile d'olive (EIOOC), tenu durant la dernière semaine du mois d'avril dernier, a indiqué à l'APS, l'investisseur agricole et promoteur de la marque "Ardhi", Adel Ben Addouda. Il a ajouté que sa marque a "remporté deux (2) médailles d'or, l'une dans la catégorie "qualité" et l'autre dans la catégorie "santé", en raison des caractéristiques sensorielles exceptionnelles de l'huile "Ardhi", ainsi que de ses bienfaits pour la santé, attestés en laboratoire".

M. Ben Addouda a précisé que l'évaluation des huiles d'olive dans ce concours s'est faite selon des critères stricts portant sur la qualité sensorielle, la pureté et la valeur nutritionnelle. Elle a été assurée par un jury composé de 12 experts internationaux issus de pays réputés pour leur tradition de production d'huile d'olive, tels que l'Espagne, l'Italie, la Grèce, l'Argentine, la Turquie, la Tunisie et l'Algérie.

Cette compétition internationale à laquelle a participé l'huile d'olive algérienne "Ardhi", a réuni 150 producteurs d'huile d'olive pure, issus de 14 pays, dont l'Espagne, la Grèce, l'Italie, la Turquie, la Tunisie, la Jordanie et le Portugal, selon la même source.

PRÉSERVATION DES GLACIERS

Conférence internationale de haut niveau prévue fin mai au Tadjikistan

Une Conférence internationale de haut niveau consacrée à la préservation des glaciers, est prévue du 29 au 31 mai à Douchanbé, au Tadjikistan, a annoncé l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM). Événement marquant de l'Année internationale de la préservation des glaciers 2025, cette conférence, co-animée par l'OMM et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), défendra la préservation des glaciers pour protéger les moyens de subsistance, assurer la sécurité de l'eau, réduire les risques, honorer les savoirs autochtones et soutenir le développement durable des communautés vulnérables, a indiqué l'OMM.

La conférence réunira dirigeants mondiaux, scientifiques et communautés pour la sauvegarde des glaciers, ajoute la même source. Il sera question de plaider en faveur d'une action climatique urgente lors de la 30e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), dite COP30, prévue au Brésil, faire progresser la recherche et les savoirs autochtones, soutenir les communautés touchées par la fonte des glaciers et de promouvoir des solutions telles que les systèmes d'alerte précoce. Selon les organisateurs, l'objectif de cet événement est de faire progresser la recherche scientifique et la surveillance pour mieux comprendre la dynamique des glaciers, atténuer les conséquences socio-économiques du recul des glaciers, et promouvoir des stratégies d'adaptation intégrées telles que les systèmes d'alerte précoce et la réduction des risques de catastrophe.

Elle soutiendra aussi, la mise en œuvre des résolutions de l'ONU sur l'Année internationale de la préservation des glaciers 2025 et la Décennie d'action pour les sciences de la cryosphère 2025-2034, en mobilisant des ressources et en favorisant la coopération internationale, outre le renforcement des partenariats mondiaux entre gouvernements, scientifiques, société civile et autres parties prenantes. Le programme de la conférence comprendra notamment des séances plénières, des tables rondes des dirigeants, des forums pré-conférence et des séances thématiques axées sur les glaciers en lien avec l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, en plus des pertes et dommages, entre autres.